



**CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE
CENTRE-NORD**

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS – 1 AVRIL 2009 AU 31 MARS 2010



TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidence	4		
Présentation de la CDÉC Centre-Nord	5		
Mission et objectifs	6		
Vision et orientations de développement	6		
Développement économique communautaire	7		
Partenariats avec les institutions publiques	8		
Structure organisationnelle	9		
Offre de services de la CDÉC Centre-Nord	10		
Outils de financement de la CDÉC Centre-Nord	11		
Partie 1 Mandats CLD – Aspects qualitatifs	12		
1.1 Atteinte des objectifs	13		
1.2 Réalisations significatives	19		
1.3 Problématiques rencontrées par votre CDÉC	22		
1.4 Perspectives d'avenir	22		
1.5 Tendances liées aux programmations budgétaires et d'activité des CLD	23		
Partie 2 Mandats CLD – Aspects quantitatifs	24		
2.1 Conseil d'administration, personnel de la CDÉC et ressources externes	25		
2.1.1 Conseil d'administration	25		
2.1.2 Personnel de la CDÉC	26		
2.1.3 Ressources externes	27		
2.1.4 Frais de fonctionnement	27		
2.2 Activités du CLD	28		
2.2.1 Accueil	28		
2.2.2 Information, orientation et références	28		
2.2.3 Formation	28		
2.2.4 Service aux entreprises à but lucratif			
a) Service aux entreprises à but lucratif existantes	29		
b) Service aux entreprises à but lucratif en démarrage	30		
c) Suivis SAJE	30		
2.2.5 Service aux entreprises d'économie sociale			
a) Service aux entreprises d'économie sociale existantes	31		
b) Service aux entreprises d'économie sociale en démarrage	32		
		2.3	Financements par la CDÉC au cours de la dernière année
		2.3.1	Financements remboursables 33
		2.3.2	Structure de financement des projets acceptés 34
		2.3.3	Financement non remboursables 35
		2.4	Retombées des interventions du CLD en emplois et en investissements
		2.4.1	Entreprises à but lucratif 36
		2.4.2	Entreprises d'économie sociale 39
		2.5	Survie des entreprises financées 41
		2.6	État de situation du FLI et du SOLIDE (si applicable) au 31 mars 2010
		Partie 3	Mesure soutien aux travailleurs autonomes (STA) 44
		3.1	Service aux entreprises à but lucratif en démarrage 45
		3.2	Service aux entreprises d'économie sociale 46
		Partie 4	Mandat développement économique canada 48
		4.1	Activités et réalisations relatives au financement de Développement économique Canada 49
		Partie 5	Mandat Emploi Québec 56
		5.1	Activités et réalisations relatives aux mandats d'emploi-Québec 57
		Annexe 1 :	Composition et caractéristiques du conseil d'administration au 31 mars 2009 60
		Annexe 2 :	Composition et caractéristiques de l'équipe au 31 mars 2009 62
		Annexe 3 :	Partenariats de la CDÉC Centre-Nord 65

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Au cours de la dernière année, la CDÉC Centre-Nord a contribué de manière significative au développement économique communautaire et à la mise en valeur de la communauté de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension. Avec ses partenaires et les nombreux acteurs du territoire, la corporation a poursuivi la réalisation de sa mission : refuser l'exclusion et la pauvreté, appuyer les acteurs locaux dans leurs initiatives, soutenir la création d'entreprises, de services de proximité et d'emplois. Pour ce faire, la CDÉC Centre-Nord a misé sur les axes d'intervention identifiés dans son PALÉE 2008-2011, soit le développement durable, la communauté apprenant, la culture, l'économie sociale, l'emploi, la diversification économique, la qualité du milieu de vie et la promotion du territoire.

S'il est vrai que l'économie financière a grandement repris ses forces après ses déboires spéculatifs, il demeure que l'économie réelle a emprunté plus lentement le chemin de la reprise. En ce sens, les enjeux qui marquent notre économie locale sont toujours aussi vifs : entre autres, création et maintien des emplois, formation des sans emploi ainsi que des salariés et des dirigeants, création et consolidation des entreprises, mobilisation des acteurs sectoriels. La CDÉC Centre-Nord a consacré ses ressources à faire face à ces enjeux. Les résultats et les progrès observés sont stimulants et nous sommes heureux de vous les présenter dans ce rapport qui couvre la période du 1 avril 2009 au 31 mars 2011.

À nouveau, l'implication de femmes et d'hommes qui croient au potentiel de notre communauté s'est avérée précieuse pour la CDÉC Centre-Nord. Une équipe renouvelée et enthousiaste travaille quotidiennement avec de nombreux acteurs et promoteurs afin de favoriser l'émergence et la poursuite nombreuses initiatives et entreprises locales. Des bénévoles prêtent leur expertise aux comités d'investissement et d'orientation. Des administratrices et des administrateurs préoccupés par la mise en valeur de notre communauté proposent pour celle-ci une vision rassembleuse. C'est avec conviction que toutes et tous vous invitent à développer ensemble l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, un arrondissement où l'on entreprend!

La CDÉC Centre-Nord, c'est pour développer ensemble!

Serge Laverdière
Président

Denis Sirois
Directeur général

PRÉSENTATION DE LA CDÉC CENTRE-NORD

MISSION ET OBJECTIFS

Depuis 1989, la CDÉC Centre-Nord a pour mission de développer et consolider l'activité économique et l'emploi dans les quartiers Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension, soutenir le développement socio-économique de la population locale, ainsi que lutter contre l'exclusion sociale.

Par sa mission, la CDÉC Centre-Nord poursuit les objectifs suivants :

- ✓ Regrouper des citoyens et citoyennes et des représentants et représentantes des organismes de l'arrondissement intéressés au développement économique communautaire.
- ✓ Favoriser la prise en charge du développement économique local par les populations du milieu.
- ✓ Stimuler la création d'emplois de qualité et stables par l'entremise d'une concertation locale.
- ✓ Promouvoir et engendrer des initiatives socio-économiques locales, en leur fournissant un appui technique et financier.
- ✓ Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales, à l'expansion et à la consolidation du tissu socio-économique des quartiers desservis.
- ✓ Rejoindre les populations cibles afin de les impliquer dans ce processus.
- ✓ Travailler afin d'augmenter l'employabilité de personnes issues de groupes sociaux défavorisés.
- ✓ Administrer tout autre mandat, programme ou activité compatible avec ses buts et objectifs.

VISION ET ORIENTATIONS DE DÉVELOPPEMENT

Dans son plan stratégique 2008-2011, la CDÉC Centre-Nord propose l'énoncé de vision suivant :

« La CDÉC Centre-Nord, en tant que regroupement d'acteurs sociaux et économiques ainsi que de citoyens, entend contribuer au développement de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et propose la vision d'avenir suivante :

- ✓ *Une communauté apprenante qui s'engage dans le développement durable.*
- ✓ *Une communauté inclusive et ouverte, riche de sa diversité culturelle.*
- ✓ *Un lieu où il fait bon vivre, apprendre, entreprendre, travailler et se divertir.*

- ✓ *Une destination d'affaires, où investir et réussir est possible.*
- ✓ *Un milieu où l'activité culturelle est valorisée et ouverte sur le monde.*
- ✓ *Un arrondissement qui, fort de la dynamique de ses quartiers et de l'appartenance de ses résidents, contribue avec fierté à l'essor de Montréal.*

Pour la CDÉC Centre-Nord, le défi réside, d'une part, dans la mise en valeur et la transformation d'un milieu bâti déjà occupé ou planifié à près de 100 % ainsi que, d'autre part, dans l'inclusion du plus grand nombre possible de résidents, de travailleurs et de dirigeants à un effort de développement de la collectivité. Pour travailler dans le sens de cette vision, la CDÉC Centre-Nord retient deux (2) orientations transversales et six (6) orientations opérationnelles, soit :

Orientations transversales	Orientations opérationnelles
La constitution d'une communauté apprenante. La promotion du développement durable.	La valorisation de la main-d'œuvre en emploi et sans emploi. La consolidation et la diversification de l'activité économique. La reconnaissance de l'entrepreneuriat collectif comme producteur de richesses et de cohésion sociale. L'affirmation de la culture comme générateur de développement économique et de cohésion sociale. L'amélioration de la qualité du milieu de vie. Le rehaussement de l'image et la promotion de l'arrondissement.

Pour appuyer son travail, la CDÉC Centre-Nord compte poursuivre et créer de nouvelles collaborations avec les partenaires locaux et régionaux. Elle utilisera aussi ses outils de financement afin d'appuyer les entreprises et les organismes dans la réalisation de leurs projets.

Géographiquement, les efforts de la CDÉC Centre-Nord viseront prioritairement les secteurs où des projets structurants à caractère tant économique que résidentiel prendront forme au cours des prochaines années, soit le secteur constitué des axes Papineau/Jarry/Pie-IX, les zones industrielles de Castelnau et l'Esplanade, le secteur Beaumont/du Parc. Elle

s'intéressera aussi aux artères commerciales présentant un bon potentiel de croissance et de mobilisation des gens d'affaires, notamment les rues de Castelnau, Jean-Talon Ouest, Jean-Talon Est, Jarry Est, Saint-Hubert et Tillemont.

Sur le plan des projets structurants, la CDÉC Centre-Nord portera son attention vers la requalification de la carrière Saint-Michel, l'émergence de pôles culturels locaux autour de la Cité des arts du cirque, de l'édifice Jean-Marie Gauvreau et du Centre William-Hingston, la requalification de l'ancienne gare d'Outremont, le désenclavement du quartier Parc-Extension.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

La mission de la CDÉC Centre-Nord s'inscrit dans le mouvement du développement économique communautaire, lequel se définit comme une approche globale de revitalisation économique et sociale d'une collectivité locale et conjugue les cinq (5) dimensions suivantes :

- ✓ La *dimension économique* par le déploiement d'un ensemble d'activités de production et de vente de biens et services.
- ✓ La *dimension locale* par la mise en valeur des ressources locales sur un territoire donné dans le cadre d'une démarche partenariale où les principales composantes de la communauté s'y engagent, démarche qui anime également la mise à contribution des ressources externes en fonction de la communauté.
- ✓ La *dimension sociale et politique* par la revitalisation économique et sociale d'un territoire et la réappropriation par la population résidante de son devenir économique et social.
- ✓ La *dimension environnementale* par la promotion de pratiques et la réalisation de projets permettant d'améliorer la qualité du cadre physique de vie.
- ✓ La *dimension communautaire* par la détermination de la communauté comme point de départ et comme point d'arrivée en tant qu'espace du «vivre ensemble» et le communautaire en tant que dispositif associatif premier de revitalisation.

Pour la CDÉC Centre-Nord, réitérer son engagement à l'égard du développement économique communautaire signifie contribuer à bâtir, avec ses partenaires, une économie de proximité plus inclusive et engagée dans le développement durable. Pour ce faire, elle entend poursuivre son appui ou son implication dans les initiatives et les actions suivantes, lesquelles ont souvent déjà cours dans notre communauté :

- ✓ Aspect social :
 - Le logement abordable et la sécurité alimentaire, qui constituent la base des activités humaines physiques, émotionnelles et sociales.
 - Le soutien social, qui renforce le lien unissant les citoyens, favorise l'inclusion, facilite la participation à la vie de la communauté, solidifie les familles et encourage la réalisation des objectifs individuels et collectifs.
 - L'accès à la culture et au loisir.
 - La santé et la sécurité, qui sont essentielles pour participer à la vie de la communauté.
 - L'éducation, qui détermine en grande partie ce que les personnes font de leur vie et dans la communauté.
- ✓ Aspect économique :
 - Les investissements et l'engagement, afin de veiller à ce que les intérêts locaux aient une influence sur les décisions d'affaires et à ce que les capitaux qui en résultent soient réinvestis dans le développement local.
 - Le crédit accessible, afin d'offrir des prêts aux personnes n'ayant pas accès au financement de type courant.
 - La planification, la recherche et la promotion, afin d'appuyer les acteurs et les organisations dans leur prise de décision.
 - Le perfectionnement des personnes, afin d'appuyer le développement et le maintien des compétences et ainsi assurer l'adéquation entre l'offre et la demande en ressources humaines.
 - L'infrastructure physique, afin de renforcer les équipements publics et privés qui influent sur la santé, la mobilité, la diffusion culturelle et la communication publique.
- ✓ Aspect environnemental :
 - L'adoption de pratiques et de technologies respectueuses de l'environnement naturel et social par les entreprises et les organismes.
 - L'appui à des projets d'aménagement durable et intégré visant l'amélioration du cadre physique de vie, la sauvegarde du patrimoine collectif.

Pour la CDÉC Centre-Nord, ces initiatives et actions doivent présenter les qualités suivantes afin d'obtenir le plus de succès possible, soit :

- ✓ Combiner des actions dans plusieurs domaines et établir des choix stratégiques dans la séquence des activités.
- ✓ Fonder le changement sur les ressources et les forces de la communauté.

- ✓ Tirer profit des ressources extérieures, y compris des fonds privés et publics, de l'expertise professionnelle et des partenariats influents.
- ✓ Viser des résultats à longue échéance.

La CDÉC Centre-Nord considère que ce sont là des tâches clés pour construire le paysage social et économique de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension. Pour ce faire, il lui importe d'agir de la façon la plus intégrée possible en privilégiant des actions multiples et simultanées ainsi qu'en s'impliquant dans les lieux de concertation reposant sur la multiplicité et la simultanéité des initiatives. L'idéal type d'approche intégrée peut se présenter comme suit :

- ✓ Multi-secteurs : cadre bâti, formation, éducation, sécurité, économique, etc.
- ✓ Multi-échelles : voisinage, quartier, ville, agglomération.
- ✓ Multi-sphères : public, communautaire, privé, associatif.
- ✓ Multi-niveaux : individus, organisations, réseaux.
- ✓ Multi-partenaires : acteurs sociaux et économiques ainsi que citoyens.

PARTENARIATS AVEC LES INSTITUTIONS PUBLIQUES

La CDÉC Centre-Nord reçoit du financement et des mandats en développement de l'entrepreneuriat de la Ville de Montréal, en employabilité et développement de la main-d'œuvre d'Emploi-Québec, ainsi qu'en développement économique local de Développement économique Canada.

En qualité de Centre local de développement (CLD) pour l'arrondissement (en partenariat avec la Ville de Montréal, ce mandat prévoit une étroite collaboration avec l'Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension) :

- ✓ Mettre sur pied un guichet unique regroupant différents services d'aide à l'entrepreneuriat : services conseils sur l'ensemble des fonctions d'une entreprise, appui à la réalisation de plans d'affaires et d'études de faisabilité, recherche de financement, formation, référence vers des services spécialisés.
- ✓ Élaborer et réaliser un plan d'action local pour l'économie et l'emploi.
- ✓ Élaborer et réaliser une stratégie de développement de l'entrepreneuriat, y compris de l'entrepreneuriat de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat de l'économie sociale en environnement.
- ✓ Favoriser la concertation et le maillage des entreprises.

- ✓ Agir en tant que comité consultatif auprès du module Emploi-Québec du CLE Saint-Michel.

La collaboration entre la CDÉC Centre-Nord et l'Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension prend aussi la forme d'un partenariat dans de nombreuses actions menées conjointement en matière de développement du territoire et de services aux entreprises, dont la production d'un portrait des quartiers et d'un atlas de l'arrondissement en 2004¹, l'identification de créneaux d'activité et de secteurs géographiques à développer en priorité, l'arrimage de certains services afin de faciliter l'appui aux promoteurs et la réalisation de leurs projets.

En qualité de ressource-experte auprès d'Emploi-Québec :

- ✓ Favoriser l'émergence et accompagner le développement d'initiatives en employabilité.
- ✓ Dépister les problématiques et enjeux de main-d'œuvre de l'arrondissement.
- ✓ Agir comme consultant pour la table ad hoc mise sur pied par Emploi-Québec pour assurer la gestion d'un budget visant le financement d'initiatives locales développées par le milieu.

La CDÉC Centre-Nord et le Centre local d'emploi Saint-Michel entretiennent une relation étroite sur le terrain, notamment en matière de dépistage des nouveaux besoins en matière de développement de la main-d'œuvre, de services aux entreprises, d'appui à la concertation et de financement des organismes en employabilité et des entreprises sociales.

En qualité de mandataire de Développement économique Canada :

- ✓ Réaliser des études, des veilles et des diagnostics permettant d'acquérir de l'information et une meilleure compréhension des enjeux et des réalités du développement socio-économique.
- ✓ Planifier l'action en menant des activités d'identification, d'orchestration et de priorisation d'actions stratégiques et opérationnelles à mettre en œuvre pour valoriser le développement socio-économique du milieu.

¹ La CDÉC Centre-Nord et l'Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension ont produit un bilan complet du PALÉE 2005-2008, lequel peut être consulté au www.cdec-centrenord.org sous l'onglet *La CDÉC Centre-Nord/Publications*

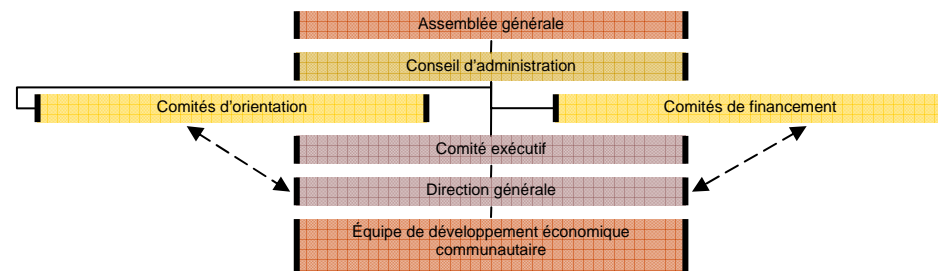
- ✓ Offrir des services conseils et accompagner les organisations, les organismes ou les groupes susceptibles de contribuer au développement socio-économique du milieu.
- ✓ Mener des activités d'information et de concertation suscitant l'éveil et la mobilisation face aux enjeux et opportunités du développement local et suscitant le réseautage et l'adhésion des acteurs du développement susceptibles de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'environnement socio-économique.
- ✓ Favoriser l'émulation, le transfert de connaissances et le développement des capacités des acteurs du développement socio-économique du territoire.
- ✓ Soutenir à court terme de nouvelles entreprises associées à des projets structurants dans le cadre d'une stratégie de revitalisation ou de développement d'un secteur d'activités.
- ✓ Intervenir auprès d'entreprises existantes lorsque le développement de ces dernières est menacé et que l'impact socio-économique appréhendé est majeur.

Au-delà des mandats que lui confie le Centre local d'emploi Saint-Michel, la CDÉC Centre-Nord agit aussi en développement de la main-d'œuvre afin de :

- ✓ Appuyer, promouvoir et assurer la concertation d'activités liées au développement de la main-d'œuvre locale.
- ✓ Déterminer, en concertation avec le milieu, les solutions pertinentes et le financement nécessaire à leur mise en œuvre.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La structure de la CDÉC Centre-Nord se présente comme suit :



Assemblée générale

Instance de décision supérieure de la Corporation, elle établit ses orientations et priorités. Comprend les membres en règle, chacun représente l'un des 10 secteurs suivants: communautaire, affaires, syndical, ethnoculturel, santé et services sociaux, éducation, culturel professionnel, municipal et résidents.

Conseil d'administration

Élu lors de la réunion annuelle de l'assemblée générale, il est chargé du suivi de la gestion des affaires de la CDÉC Centre-Nord entre deux sessions de l'assemblée générale. Il est composé de 21 membres votants, de 4 membres non votants et de 1 observateur, soit :

- ✓ 6 membres du secteur communautaire et de l'économie sociale.
- ✓ 3 membres du secteur des affaires.
- ✓ 2 membres du secteur syndical.
- ✓ 1 membre du secteur ethnoculturel.
- ✓ 1 membre du secteur de la santé et des services sociaux.
- ✓ 1 membre du secteur de l'éducation.
- ✓ 1 membre du secteur culturel professionnel.
- ✓ 3 membres résidents.
- ✓ 2 représentants du secteur municipal.
- ✓ 1 représentant des employé-e-s non-cadres de la CDÉC Centre-Nord.
- ✓ Sont aussi membres du conseil, sans droit de vote : les députés à l'Assemblée nationale du Québec du territoire, la direction générale de la corporation, la direction du Centre local d'emploi Saint-Michel.

Comités d'orientation du conseil

Relèvent de la direction générale sur le plan de la gestion. Les comités sont mandatés par le Conseil d'administration afin d'examiner des aspects stratégiques découlant de la mission de la CDÉC Centre-Nord

Comités de financement

Relèvent de la direction générale sur le plan de la gestion :

- ✓ Comité d'investissement commun (Fonds local d'investissement, SOLIDE Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, programme Jeunes promoteurs, Fonds de développement Emploi-Montréal, Fonds CRÉAVENIR)
- ✓ Comité du Fonds d'économie sociale

Comité exécutif

Composé de quatre (4) dirigeants élus par les membres du Conseil d'administration ainsi que du directeur général (non-votant), il détient les pouvoirs qui lui sont attribués par le Conseil d'administration. Les fonctions de dirigeants sont celles de président, vice-président, secrétaire et trésorier. La même personne peut cumuler les fonctions de secrétaire et de trésorier.

Direction générale

Dirige et coordonne les affaires courantes de la CDÉC Centre-Nord. Gère ses ressources humaines, financières et matérielles. Représente la corporation auprès des bailleurs de fonds, des institutions publiques, des instances de concertation. Assure la réalisation du plan de communication interne et externe. S'implique dans la réalisation des dossiers majeurs ou projets structurants.

Communication et administration

Réalise le plan de communication de la corporation. Assure l'ensemble des tâches administratives, comptables et cléricales. Accueille et oriente les visiteurs et clients.

Équipe de développement économique communautaire

Propose et réalise des stratégies de développement de la culture entrepreneuriale et de l'emploi dans les secteurs de l'économie solidaire et traditionnelle, tant en termes de mise en valeur des secteurs d'activité économique que de démarrage et de consolidation d'entreprises. Favorise la mobilisation et la concertation face aux enjeux et opportunités de développement local. Offre aux organismes porteurs de projets d'économie sociale, aux entreprises sociales, aux coopératives, aux entreprises traditionnelles et aux travailleurs

autonomes des services conseils en entrepreneuriat et en main-d'œuvre ainsi que des services et outils de financement. Fait la promotion de la main-d'œuvre auprès des organismes porteurs de projets d'économie sociale, des entreprises sociales et des coopératives et favorise l'arrimage entre employeurs et chercheurs d'emploi.

OFFRE DE SERVICES DE LA CDÉC CENTRE-NORD

La CDÉC Centre-Nord offre gratuitement ses services aux entreprises, aux organismes à but non lucratif et aux travailleurs et travailleuses autonomes. L'objectif poursuivi est d'habiliter les individus et les organismes et d'ainsi leur permettre d'atteindre leurs buts.

Les clients de la CDÉC Centre-Nord sont regroupés dans les catégories suivantes :

- ✓ Entreprises privées ou sociales
- ✓ OBNL et COOP
- ✓ Travailleurs autonomes
- ✓ Jeunes entrepreneurs
- ✓ Regroupements de gens d'affaires et tables de concertation locale

Ces clients recherchent les services suivants :

- ✓ Démarrer une entreprise, un organisme ou une COOP
- ✓ Consolider une entreprise, un organisme ou une COOP
- ✓ Trouver du financement
- ✓ Utiliser des espaces de travail et de réunion
- ✓ Travailler en concertation avec leur milieu
- ✓ Mettre en valeur leur lieu de vie ou d'affaires
- ✓ Développer un projet d'employabilité
- ✓ Obtenir de l'information sur l'économie ou l'emploi

De façon générale, la CDÉC Centre-Nord leur offre :

- ✓ Information et référencement
- ✓ Services conseils en gestion
- ✓ Appui au développement de projets
- ✓ Financement et recherche de financement
- ✓ Animation et accompagnement
- ✓ Diffusion d'offres d'emploi
- ✓ Appui au recrutement
- ✓ Formation

OUTILS DE FINANCEMENT DE LA CDÉC CENTRE-NORD

Les outils de financement de la CDÉC Centre-Nord visent à :

- ✓ Favoriser le développement économique et social de l'arrondissement.
- ✓ Soutenir le financement et la recherche de financement des entreprises privées, des travailleurs autonomes ainsi que des entreprises sociales et collectives.
- ✓ Soutenir la viabilité et la rentabilité économique de ces entreprises ainsi que leur rentabilité sociale.
- ✓ Appuyer l'achat d'une entreprise détenue par un ou des propriétaires âgés de 55 ans et plus dans un contexte de relève entrepreneuriale.
- ✓ Secteurs prioritaires :
 - Entreprises manufacturières et secteur tertiaire moteur.
 - Entreprises et organismes professionnels du secteur culturel et du secteur de la santé
 - Entreprises engagées dans le développement durable ou dans la protection de l'environnement.
 - Entreprises sociales ou collectives.

Fonds d'économie sociale (FÉS)

- ✓ Subvention jusqu'à 50 000 \$.
- ✓ Entreprises sociales et collectives :

Budget de réalisation d'initiatives communautaires (BRIC)

- ✓ Ce budget est un volet du Fonds d'économie sociale (FÉS).
- ✓ Subvention non-récurrente maximale de 5 000 \$.
- ✓ Organismes souhaitant initier une démarche de pré-entrepreneuriat collectif, de vitalité associative, de développement de nouvelles pratiques sociales et économiques, de réalisation d'une activité mobilisatrice visant son ancrage dans le milieu, ou de développement de l'autonomie financière.

Fonds local d'investissement (FLI)

- ✓ Prêt avec ou sans garantie de 1 000\$ à 100 000\$.

Programme Jeunes promoteurs (JP)

- ✓ Subvention jusqu'à 6 000 \$ pour la création d'une entreprise, jusqu'à 4 000 \$ pour la réalisation d'une étude de marché et jusqu'à 1 000 \$ pour la formation du promoteur.

SOLIDE Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension (SOLIDE)

- ✓ Prêt avec ou sans garantie de 5 000\$ à 50 000\$.

Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM)

- ✓ Prêt avec ou sans garantie de 50 000\$ à 100 000\$.

CRÉAVENIR

- ✓ Financé par la Caisse Cité-du-Nord et la Caisse Papineau/Jean-Talon. Administré par la CDÉC Centre-Nord.
- ✓ Prêt sans garantie jusqu'à 7500 \$, accompagné d'une subvention pouvant atteindre 2500 \$, pour les jeunes entrepreneurs de 35 ans et moins.

Fonds locaux Centre-Nord

- ✓ Depuis janvier 2007, la CDÉC Centre-Nord offre aux entreprises privées et sociales la possibilité de profiter d'une offre commune de financement pouvant s'élever à 150 000 \$, via le FLI et la SOLIDE Villeray – Saint-Michel - Parc-Extension.

PARTIE 1

MANDAT CLD - ASPECTS QUALITATIFS

1.1 DES OBJECTIFS : RÉPONSE AUX ATTENTES SIGNIFIÉES PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

ACTIVITÉ	OBJECTIFS VISÉS	RÉSULTATS ATTEINTS
<p>Accueil et information</p>	<p>Offrir un service d'accueil et d'information aux entrepreneurs privés de l'arrondissement. Évaluer les besoins des entrepreneurs privés, valider l'idée d'affaires, les informer de l'offre de services de la CDÉC.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Répondre à 450 demandes d'information et de services d'entrepreneurs privés ainsi qu'à 50 demandes d'information et de services d'entrepreneurs sociaux, nouveaux ou existants. ✓ Référer 175 entrepreneurs privés ainsi que 25 entrepreneurs sociaux, nouveaux ou existants, vers les ressources internes ou externes. 	<p>La CDÉC a poursuivi son offre des services suivants aux entrepreneurs privés, sociaux et collectifs de l'arrondissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Service d'accueil et d'information aux entrepreneurs privés, sociaux et collectifs de l'arrondissement; ✓ Évaluation des besoins de ces entrepreneurs. Information sur l'offre de services de la CDÉC et de ses partenaires; ✓ Référence vers les services internes ou externes appropriés; et, ✓ Accès à un centre de ressources documentaires ainsi qu'à une salle de travail multiservices. <p>La CDÉC a répondu à 1 598 demandes d'informations et de services d'entrepreneurs privés ou sociaux, nouveaux ou existants, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 254 réponses à une demande d'information téléphonique, par courriel ou par la poste, soit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 147 demandes venant d'entrepreneurs privés nouveaux ou existants; ▪ 15 demandes venant de nouveaux entrepreneurs sociaux ou collectifs; ▪ 7 demandes diverses ▪ 85 participants aux 6 séances de formation ✓ 44 visites de prospection, soit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 39 visites d'entreprises privées; et, ▪ 5 visites d'entreprises sociales ou collectives; ✓ 1260 interventions et services conseils dans 393 entreprises, soit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 690 interventions dans 318 entreprises privées; et, ▪ 570 interventions dans 75 entreprises sociales ou collectives. ✓ 40 entreprises ont été sollicitées par téléphone ou rencontrées afin d'inciter les dirigeants à participer à la mutuelle de formation Forma PME ou à une formation spécialisée pour les contremaîtres; l'offre de services de la corporation leur a aussi été présentée.

<p>Entreprises à but lucratif</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La CDÉC oriente prioritairement ses actions vers les entreprises du secteur manufacturier et tertiaire moteur de 25 employés et moins. ✓ Élaborer et réaliser un programme de communication ciblé et personnalisé visant à intensifier l'action de la CDÉC auprès de ces entreprises, dans une perspective d'accroissement de leur productivité et leur compétitivité. ✓ Transmettre à l'arrondissement une fiche synthèse présentant sur une page les composantes de ce programme avant le 15 septembre 2008. ✓ Poursuivre la communication avec les entreprises manufacturières ou tertiaire moteur existantes déjà contactées depuis 2005. ✓ Communiquer avec 150 entreprises manufacturières ou tertiaire moteur existantes additionnelles afin de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ établir un contact avec l'entreprise; ▪ présenter l'offre de service de la CDÉC; ▪ cerner les besoins; ▪ identifier les pistes d'action en vue de satisfaire les besoins. ✓ Rencontre de 60 entreprises manufacturières ou tertiaire moteur. 	<p>Tel que l'indique la programmation 2009-20109 transmise en avril 2009 et la fiche signalétique transmise en octobre 2009, la CDÉC a, tel que défini dans son PALÉE et stipulé dans les attentes du Conseil d'arrondissement, continué à prioriser l'action auprès des entreprises des secteurs manufacturier et tertiaire moteur de 25 employés et moins.</p> <p>Un programme de communication ciblé et personnalisé, débuté en 2005-2006 est toujours en cours, avec pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Améliorer la communication avec les entreprises existantes afin d'augmenter leur taux de survie et améliorer leur compétitivité et productivité. ✓ Mettre à jour la liste des entreprises manufacturières et tertiaire moteur de 25 employés et moins où les services de la corporation ou de ses partenaires peuvent contribuer à la consolidation ou à la croissance ainsi qu'à la création et au maintien des emplois (processus continu). ✓ Évaluer les besoins des dirigeants des entreprises ciblées, présenter l'offre de service de la corporation et les orienter vers le service interne ou vers le partenaire approprié afin de soutenir leur productivité et leur compétitivité. <p>Ce programme de communication inclut notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification des entreprises visées en utilisant la Liste d'industries et de commerces (LIC) du territoire en termes secteurs d'activité et de taille. Environ 450 entreprises manufacturières et tertiaire moteur sont présentes sur le territoire; ✓ Communication avec les dirigeants de ces entreprises afin de fixer des rencontres, notamment par : sollicitation téléphonique, participation à des activités de relations publiques ou par l'organisation d'activités de réseautage ou de formation. Il est prévu que 150 seront ainsi contactées chaque année. ✓ Validation des données enregistrées dans LIC. ✓ Documentation de chaque rencontre par une recherche sur l'entreprise afin d'identifier ses besoins potentiels. ✓ Préparation de la session d'analyse des besoins et de prévoir les objections ou résistances du dirigeant. ✓ Tenue d'une ou de plusieurs rencontres avec le dirigeant d'une entreprise. Chaque rencontre vise à caractériser l'entreprise, à poser des actions concrètes qui la feront progresser et à traiter, s'il y a lieu, les objections du dirigeant. Les étapes qui marquent ces rencontres, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'ouverture qui vise à présenter brièvement la corporation, à valider le cadre de la rencontre et à obtenir l'accord du dirigeant avant de procéder à la période de questions; ▪ L'analyse des besoins qui porte sur les cinq (5) fonctions de l'entreprise (management, finances, marketing, ressources humaines et production); des questions sont aussi posées relativement aux besoins connus, aux problèmes rencontrés, aux projets futurs ainsi qu'aux opinions du dirigeant; ▪ La proposition de solutions via les services de la corporation ou de ses partenaires et la démonstration de leur pertinence. Ces solutions sont essentiellement du service-conseil, des activités de formation, des informations stratégiques, des activités de réseautage, du financement. Un coffre à outils interne nous permet également de mieux répondre aux problématiques rencontrées par les entrepreneurs. ▪ Dans certains cas nous communiquons avec des groupes d'entreprises pour les mobiliser dans le cadre de projet précis tel que le démarrage d'un projet de requalification de la Zone Beaumont encore la semaine de la PME, en novembre 2009. ▪ L'identification, si besoin est, de ressources internes ou externes à inviter lors de rencontres ultérieures; et,
--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ La réalisation, si nécessaire, de recherches complémentaires afin de raffiner l'approche proposée; ✓ Réalisation d'un plan d'action élaboré avec le dirigeant. Dans tous les cas, la corporation assure le suivi. ✓ Maintien de la communication avec chaque entreprise rencontrée par l'envoi régulier des publications corporatives, par l'invitation aux activités de réseautage et de formation de la corporation, par des rencontres régulières afin de discuter de l'avancement des projets. Ainsi, les entreprises contactées au cours des deux dernières années font l'objet d'une relance régulière; et, ✓ Relance de la communication avec les entreprises qui refusent de nous rencontrer ou qui ne sont pas disponible au moment de notre approche par l'envoi régulier des publications corporatives, par l'invitation aux activités de réseautage et de formation de la corporation. <p>Par ailleurs, tel qu'attendu par l'Arrondissement et stipulé dans son PALÉE 2008-2011, la CDÉC entend porter une attention particulière aux entreprises manufacturières et tertiaire moteur du secteur Beaumont/Parc. la CDÉC a porté une attention particulière aux entreprises de ces créneaux situées en périphérie du secteur Beaumont / Ave. du Parc. Elle poursuivra notamment sa contribution au projet de requalification de l'ancienne gare de triage d'Outremont avec les responsables de l'Arrondissement, de l'Université de Montréal, de la Ville de Montréal et des acteurs du quartier de Parc-Extension. Plus particulièrement, la CDÉC poursuivra sa réflexion quant à la mise en valeur de la zone industrielle Beaumont et des artères principales voisines telles les rues Parc, Jean-Talon et Ogilvy, notamment en regard du potentiel d'essaimage technologique en lien avec le projet de reconversion de l'ancienne gare de triage d'Outremont par l'Université de Montréal.</p> <p>Ce programme de communication est appuyé par les outils corporatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une pochette promotionnelle; ✓ La réalisation de questionnaires permettant d'identifier des besoins (notamment pour les entreprises de la Zone Beaumont); ✓ Une infolettre mensuelle; ✓ Un coffre à outils permettant de favoriser les meilleures pratiques d'affaires; ✓ Un site Web présentant l'ensemble des services de la corporation et proposant plus d'une centaine d'hyperliens vers les sites des partenaires; ✓ L'organisation d'événements de réseautage et de formation à l'intention des dirigeants d'entreprise; et, ✓ Des relations étroites et une connaissance de l'offre de services aux entreprises des principaux partenaires notamment : Banque de développement du Canada, Centre de recherche industrielle du Québec, Centre financier aux entreprises Desjardins, Développement économique Canada, Emploi-Québec, Ministère de Développement économique, de l'Industrie et de l'Exportation du Québec, Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherche du Canada, Réseau canadien de technologie, Services aux entreprises municipaux. ✓ La mise en réseau d'entreprises dans le cadre de projet structurant (ex : Zone Beaumont) ✓ La réalisation de partenariat pour des projets de formation ou de mise en réseau (ex : Emploi-Québec, MDEIE) <p>Au cours de l'année :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 40 entreprises ont été sollicitées par téléphone ou rencontrées afin d'inciter les dirigeants à participer à la mutuelle de formation Forma PME ou à une formation spécialisée pour les contremaîtres; l'offre de services de la corporation leur a aussi été présentée. ✓ 44 visites d'entreprises privées et sociales.
--	--	---

<p>Démarrage d'entreprises et programme jeunes promoteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appuyer le démarrage de 50 entreprises ✓ Soutenir financièrement 12 jeunes via le programme Jeunes promoteurs 	<p>La CDÉC a appuyé le démarrage d'entreprises privées par l'offre d'un ensemble de services conseils adaptés aux besoins des diverses clientèles en démarrage.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 266 promoteurs ont reçu de tels services (713 interventions) dans l'élaboration d'un plan d'affaires, d'une étude de faisabilité, d'une étude de marché et à la recherche de financement, soit : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 226 entreprises privées (438 interventions); et, ▪ 40 entreprises sociales ou collectives (301 interventions); ✓ Soutien de 2 Jeunes promoteurs <p>Par ailleurs, la CDÉC a poursuivi son partenariat avec le SAJE Montréal-Métro pour la réalisation d'un programme visant la promotion de la culture de la relève entrepreneuriale. Ce programme permet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ sensibiliser les jeunes entrepreneurs à la possibilité d'acheter une entreprise et de profiter de l'expérience du propriétaire pour acquérir rapidement la maîtrise nécessaire des leviers; ✓ sensibiliser les propriétaires d'entreprises existantes à la préparation de leur relève, qu'elle soit déjà présente dans leur entreprise ou à l'extérieur de celle-ci; et, ✓ mettre en relation des jeunes entrepreneurs et des propriétaires afin d'assurer la relève des entreprises actuellement à vendre ou qui le seront au cours des prochaines années. <p>Afin de promouvoir la culture de la relève entrepreneuriale, la CDÉC a mené les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ préparation d'un outil et un répertoire des ressources en relève entrepreneuriale; ✓ répertoire des différents programmes, formations, sources de financement et ressources professionnelles dans le domaine de la relève entrepreneuriale afin de mieux diriger la clientèle de la CDÉC; ✓ création d'un outil permettant au personnel de la CDÉC de mieux servir les clients qui sont dans un processus de relève; ✓ sensibilisation des jeunes promoteurs et les propriétaires d'entreprise au concept de relève entrepreneuriale, tant lors des séances de travail qu'à l'occasion des visites d'entreprise; <p>En novembre 2009, la CDÉC a organisé une série d'activités locales dans le cadre de la Semaine de la culture entrepreneuriale afin de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes et des partenaires locaux.</p>
<p>Listes des places d'affaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Agir comme principale ressource pour l'arrondissement dans la mise à jour quotidienne et annuelle de la liste des entreprises et commerces de l'arrondissement (liste LIC). 	<p>La CDÉC poursuit la mise à jour régulière de LIC, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Création de fiches pour les entreprises, institutions et organismes non-inscrits; ✓ Vérification et actualisation des fiches organisations faisant affaires avec la CDÉC; et, ✓ Identification des entreprises, institutions et organismes ayant cessé leurs activités. <p>Le partenariat montréalais LIC (composé des CDÉC, des CLD, d'Emploi-Québec, de Services Canada, des arrondissements et de la Ville de Montréal) a poursuivi sa mise à jour régulière de LIC suite à des enquêtes menées par Emploi-Québec et Services Canada.</p>
<p>Reddition de comptes à l'arrondissement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fournir un bilan deux fois par année, soit avant le 25 mai et le 15 novembre, démontrant l'ensemble des actions et des impacts en termes d'investissement, de création d'emploi ainsi que le nombre d'entreprises qui auront été contactées et visitées durant la période. 	<p>La CDÉC a réalisé les activités de reddition de comptes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ transmission en mai 2009 et en octobre 2009, suite à leur adoption par le Conseil d'administration de la CDÉC, de rapports d'activité ainsi que des états financiers. ✓ présentation en juin 2009 du rapport d'activité à l'assemblée générale annuelle des membres de la CDÉC; ✓ diffusion du rapport d'activité aux partenaires ainsi que sur le site Web de la corporation; ✓ transmission des documents demandés par le Vérificateur général de Montréal dans les délais prescrits.

<p>Promotion de l'arrondissement</p>	<p>✓ Collaborer avec l'arrondissement en vue de la promotion du territoire comme lieu d'implantation d'entreprises.</p>	<p>La CDÉC collabore à la promotion du territoire comme lieu d'implantation d'entreprises, notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la tenue le 26 octobre 2009 d'une tournée en autocar mettant en valeur le potentiel économique de l'arrondissement et faisant état de l'avancement des grands projets structurants du territoire et des perspectives d'avenir en termes de développement économique. Cette tournée était aussi l'occasion de faire état de 20 ans de réalisations sur le territoire pour la CDEC; ✓ la réalisation d'une capsule vidéo intitulée « Vitrine d'affaires » présentant les avantages pour un entrepreneur de venir s'établir sur le territoire a été mise en ligne en novembre 2009 sur sympatico.ca dans la section Finances ainsi que sur la page d'accueil du site Internet de la CDEC; ✓ par l'hébergement sur son site Web de documents décrivant le potentiel économique de l'arrondissement et énumérant les ressources à la disposition des entrepreneurs privés, sociaux et collectifs; ✓ par l'ajout d'une capsule spéciale « du côté de VSP » sur le site Internet faisant mention de bonnes nouvelles et autres projets intéressants en cours sur le territoire : diffusion de 17 capsules; ✓ par la diffusion de ses outils corporatifs, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un bulletin d'information électronique mensuel; ▪ Un site Web présentant l'ensemble des services de la corporation et proposant plus d'une centaine d'hyperliens vers les sites des partenaires. 82 000 visites; ▪ L'établissement de relations étroites avec les ressources de 2^e ligne existantes, notamment : Banque de développement du Canada, Centre de recherche industrielle du Québec, Centre financier aux entreprises Desjardins, Développement économique Canada, Emploi-Québec, Ministère de Développement économique, de l'Industrie et de l'Exportation du Québec, Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherche du Canada, Réseau canadien de technologie, Services aux entreprises municipaux.
<p>Économie sociale</p>	<p>✓ Poursuivre le programme de soutien et d'intervention auprès des entreprises d'économie sociale.</p>	<p>La CDÉC a appuyé le démarrage et la consolidation d'entreprises sociales ou collectives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ par l'offre d'un ensemble de services conseils adaptés aux besoins des diverses clientèles en démarrage. Au cours de l'année, 69 entreprises sociales ou collectives ont reçu de tels services dans l'élaboration d'un plan d'affaires, d'une étude de faisabilité, d'une étude de marché et à la recherche de financement. En tout, 483 interventions ont été réalisées; ✓ par un appui au financement via les outils financiers de la corporation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 19 projets au Fonds d'économie sociale (8 nouvelles entreprises et 11 entreprises existantes), pour des subventions totales de 558 340 \$. <p>La CDÉC, dans le cadre de son programme d'aide à la relève entrepreneuriale, s'adresse aussi aux entrepreneurs souhaitant constituer une coopérative pour acquérir une entreprise.</p> <p>La CDÉC poursuit son accompagnement de plusieurs projets structurants issus de l'économie sociale, dont le TAZ, Coopérative de Solidarité Jarry/2^e, Coopérative de solidarité Jarry, achat de l'édifice Jean-Marie Gauvreau par un collectif d'acteurs culturels locaux.</p>

Collaboration avec l'arrondissement	✓ Participer à des rencontres de suivi concernant les attentes signifiées avec les représentants de l'arrondissement	<p>La CDÉC a participé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 9 séances de travail relatives à la reddition de comptes, à la définition des attentes signifiées, à certains projets spécifiques dont la Carrière Saint-Michel et la reconversion de l'ancienne gare de triage d'Outremont; ✓ 4 séances de travail avec des membres du Conseil d'arrondissement. <p>Par ailleurs, les représentants de l'Arrondissement ont été invités à tous les événements et à tous les comités d'investissement de la corporation, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 10 événements publics; ✓ 8 séances du Comité du Fonds d'économie sociale; ✓ 8 séances du Comité d'investissement local; ✓ 9 séances du Conseil d'administration; et, ✓ 1 séance de l'Assemblée générale des membres.
Développement commercial de l'ancienne carrière St-Michel	✓ Coordonner la campagne de préparation et d'embauche de la population locale et y associer les organisations actives dans le domaine de la formation et de l'employabilité afin de maximiser les retombées en ce qui a trait à l'embauche de résidents de notre arrondissement.	<p>La CDÉC est impliquée dans le comité consultatif mis sur pied par le maire de Montréal afin d'encadrer le processus de revitalisation de la carrière Saint-Michel par un promoteur immobilier. Outre la CDÉC, ce comité réunit des représentants de la ville de Montréal, de l'arrondissement, d'Emploi-Québec, de Vivre Saint-Michel en santé, des milieux communautaires et d'affaires.</p> <p>Suite à l'adoption de la stratégie, la CDÉC a mis sur pied un groupe de travail (Grand Comité qui réunit Emploi-Québec, Service Canada, Arrondissement, Commission scolaire de Montréal, Vivre Saint-Michel en santé, Comité sectoriel de la main-d'œuvre du commerce de détail, Table de concertation en employabilité Centre-Nord, Smart Centres, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Centre de formation en alimentation et en commerce du détail) regroupant des acteurs locaux et régionaux spécialisés dans le domaine de l'employabilité et du commerce. Ce groupe de travail a pour objectifs de favoriser le recrutement de participants locaux, de proposer des activités de formation en lien avec les besoins des participants et des commerces, ainsi que d'appuyer les employeurs. Le plan de travail, échelonné sur plusieurs années, vise tant l'ouverture du centre commercial projeté (environ 1300 emplois) que le renouvellement de la main-d'œuvre (estimation de 500 à 600 emplois par année). Deux sous-groupes, l'un pour le recrutement et l'un pour la formation ont été formés avec du personnel-terrain expert dans ces domaines. Un troisième sous-groupe sera créé au moment opportun afin de mettre en œuvre des services d'appui aux employeurs.</p> <p>Les travaux ont été ralentis à cause de la conjoncture économique et de la campagne électorale municipale mais devraient reprendre sous peu.</p> <p>À noter que l'approche développée dans le cadre de ce projet pourra éventuellement être utilisée par la corporation dans le cadre d'une semblable campagne en lien avec la requalification de la Gare d'Outremont.</p>

1.2 RÉALISATIONS SIGNIFICATIVES

1. La CDÉC, avec l'appui financier des caisses Desjardins Cité-du-Nord et Jean-Talon/Papineau, a démarré CRÉAVENIR en accordant des prêts et des subventions à de jeunes entrepreneurs.
2. La CDÉC poursuit sa contribution au Projet Entrepreneuriat Montréal, une initiative de la CRÉ de Montréal qui a pour objectif de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des montréalais et de constituer un réseau d'organisations de développement économique. Un portail à l'intention des promoteurs et un intranet pour les conseillers sont en développement.
3. La CDÉC poursuit sa participation à la Table régionale pour le développement de l'emploi des personnes sourdes, laquelle pilote un projet structurant visant à développer l'employabilité des personnes sourdes. Cette Table regroupe notamment le CAMO personnes handicapées et l'Office des personnes handicapées. La CDÉC a collaboré à la coordination du sous-comité formation. La CDÉC développe actuellement un projet de formation dans le secteur de l'alimentation qui sera adaptée à la réalité de personnes sourdes et malentendantes et de personnes dysphasique ayant une certaine difficulté à intégrer ou maintenir un emploi. Ce projet sera issu d'un partenariat entre la CDEC, le centre de Formation en Alimentation et du Commerce du Québec, Emploi-Québec, le milieu syndical et des entreprises du territoire.
4. La CDÉC poursuit ses travaux avec les trois (3) Centres de santé et de services sociaux du territoire (CSSS Saint-Michel/Saint-Léonard, CSSS Cœur-de-l'Île, CSSS de la Montagne) en lien avec le développement d'un plan et de stratégies d'embauche locale. La CDÉC appuie le CSSS de la Montagne pour la création d'un centre de formation d'auxiliaire familiale et sociale dans le quartier Parc-Extension. Elle collabore avec le CSSS Saint-Léonard-Saint-Michel pour l'agrandissement de son centre de formation en association avec un CPE de 80 places.
5. La CDÉC a proposé aux entreprises sociales et privées du territoire des services de formation. D'une part, la CDÉC contribue au démarrage, avec les CDÉC de l'Est de Montréal, de Forma PME, une mutuelle de formation au service des entreprises du territoire. Une campagne de promotion est en cours. Plus de 40 entreprises privées et sociales du territoire ont été approchées afin d'adhérer à cette mutuelle. À ce jour, huit (8) entreprises ont adhéré et quatre (4) autres évaluent la possibilité de devenir membre. D'autre part, la CDÉC s'est associée à Emploi-Québec dans l'offre d'une formation spécialisée aux contremaîtres des entreprises manufacturière du territoire; plus de quarante (40) entreprises ont été approchées.
5. La CDÉC est impliquée dans le comité consultatif mis sur pied par le maire de Montréal afin d'encadrer le processus de revitalisation de la carrière Saint-Michel par un promoteur immobilier. Outre la CDÉC, ce comité réunit des représentants de la ville de Montréal, de l'arrondissement, d'Emploi-Québec, de Vivre Saint-Michel en santé, des milieux communautaires et d'affaires.

Suite à l'adoption de la stratégie, la CDÉC a mis sur pied un groupe de travail (Grand Comité qui réunit Emploi-Québec, Service Canada, Arrondissement, Commission scolaire de Montréal, Vivre Saint-Michel en santé, Comité sectoriel de la main-d'œuvre du commerce de détail, Table de concertation en employabilité Centre-Nord, Smart Centres, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Centre de formation en alimentation et en commerce du détail) regroupant des acteurs locaux et régionaux spécialisés dans le domaine de l'employabilité et du commerce. Ce groupe de travail a pour objectifs de favoriser le recrutement de participants locaux, de proposer des activités de formation en lien avec les besoins des participants et des commerces, ainsi que d'appuyer les employeurs. Le plan de travail, échelonné sur plusieurs années, vise tant l'ouverture du centre commercial projeté (environ 1300 emplois) que le renouvellement de la main-d'œuvre (estimation de 500 à 600 emplois par année). Deux sous-groupes, l'un pour le recrutement et l'un pour la formation ont été formés avec du personnel-terrain expert dans ces domaines. Un troisième sous-groupe sera créé au moment opportun afin de mettre en œuvre des services d'appui aux employeurs.

Les travaux sont présentement en suspens, en attente du règlement de certaines ententes entre la Ville et le promoteur.

6. La CDÉC a démarré un processus de planification qui visera plusieurs artères commerciales présentant un bon potentiel de mobilisation des commerçants. Les travaux portent notamment sur la rue Jean-Talon dans le quartier Parc-Extension et sur la rue St-Hubert au nord de la rue Jean-Talon. La CDÉC accompagne les gens d'affaire du Petit Maghreb dans la mise sur pied d'une association regroupant les commerçants de la rue Jean-Talon entre les boulevard Saint-Michel et Pie-IX. Grâce à l'appui de la CDEC, l'Association du Petit Maghreb a obtenu un financement dans le cadre du Programme Réussir à Montréal (PR@M) commerce. La CDÉC accompagne aussi les commerçants de la rue Jean-Talon dans le quartier Parc-Extension dans la relance de leur association.
7. La CDÉC, avec Vivre Saint-Michel en Santé et le Cirque du Soleil, poursuit le démarrage de la Société de développement OSER Jarry, qui a pour mission de favoriser le développement

immobilier (résidentiel et commercial) de la rue Jarry Est. Une recherche de financement est actuellement en cours afin de produire un plan d'action et de créer une réserve financière. Des démarches sont aussi effectuées afin de confier un mandat à un promoteur immobilier.

8. La CDÉC a terminé son mandat de coordonner une étude d'opportunité pour confirmer et consolider la vocation culturelle et artistique du Centre Jean-Marie Gauvreau et ce, en y intégrant la Maison de la culture Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Elle a présenté cette étude d'opportunité au Forum des équipements culturels en mai 2009. Elle a aussi animé une rencontre avec les occupants du 911 Jean-Talon pour les informer des caractéristiques des entreprises en économie sociale et poursuivre les échanges sur leur volonté de se constituer en promoteur collectif intéressé par l'achat de cet édifice. Ce projet est actuellement en attente d'une décision de la Ville de Montréal et de la SHDM en lien avec la vente de l'édifice à un promoteur collectif constitué d'acteurs culturels ou son opération par la SHDM en respect de la vocation culturelle dudit édifice.
9. La CDÉC poursuit sa contribution à la Coopérative de Solidarité Jarry, dont elle est membre fondateur de soutien et administratrice, qui a fait l'acquisition d'un ancien point de service de la Caisse Cité-du-Nord. Cette coopérative regroupe des organismes jeunesse du quartier, ce qui permet de consolider l'offre de services de qualité aux jeunes de Villeray et de l'arrondissement.
10. La CDÉC poursuit sa contribution à la Coopérative de santé Villeray, dont elle est membre fondateur de soutien et administratrice, qui a pour objectif de créer la première organisation de ce genre en milieu urbain au Québec. Un plan d'affaires est en préparation. Un événement de promotion et de mobilisation a été organisé le 26 octobre 2009 et a sensibilisé les décideurs et les acteurs montréalais à la pertinence de développer semblable coopérative.
11. La CDÉC poursuit sa contribution à la Coopérative de Solidarité Jarry/2^e, dont elle est membre fondateur de soutien et administratrice. Le rez-de-chaussée de ce premier édifice construit par cette coopérative abrite maintenant un CPE, une entreprise d'insertion et un restaurant, toutes des entreprises d'économie sociale. Un quatrième locataire devrait sous peu occuper une partie des locaux vacants. Les trois (3) étages sont occupés par une coopérative d'habitation.
12. La CDÉC poursuit son appui au TAZ par ses services-conseils et ses outils de financement. Ce complexe sportif de grande envergure, véritable porte sur le complexe environnemental Saint-Michel, accueille les adeptes du patin à roues alignées, du skateboard et du BMX.
13. La CDÉC a contribué à la production du bilan des deux dernières années du Regroupement de développement de Villeray en regard des actions posées suite au *Forum social de Villeray* tenu en 2007. La contribution a aussi visé la préparation d'un plan d'intervention pour les prochaines années.
14. La CDÉC est impliquée dans différents volets du Chantier de revitalisation urbaine et sociale mené par Vivre Saint-Michel en santé. Elle a notamment contribué au processus de planification stratégique 2009-2012.

Elle participe aussi Comité revenu et coordonne le sous-comité des Grands employeurs, lequel a obtenu la participation de deux grandes entreprises qui ont été sensibilisés et qui acceptent de participer à l'embauche locale dans le quartier Saint-Michel, soit le CSSS St-Michel/ St-Léonard et la Banque Laurentienne. Ce comité a organisé 2 conférences à l'intention des employeurs et des intervenants afin de favoriser une meilleure compréhension des différentes communautés culturelles et ainsi appuyer davantage leur intégration professionnelle et sociale : une première conférence sur la communauté haïtienne a attiré 50 personnes et une deuxième sur la communauté maghrébine en a attiré 40.

La CDEC participera au comité de suivi d'un projet initié par Vivre Saint-Michel en santé qui vise les travailleurs à faible revenu. Ce projet devrait leur permettre d'améliorer leur situation financière via l'acquisition de compétences professionnelles. Un projet d'aide financière sera mis sur pied.
15. La CDÉC a participé à 10 séances d'un comité de travail visant à mettre sur pied une *Toile culturelle*, qui aura comme objectif d'encourager la participation citoyenne en faisant connaître les artistes, les lieux de diffusion et les événements du territoire. Ce projet a aussi pour but d'amener les artistes, diffuseurs, producteurs et organismes culturels à se connaître davantage.
16. La CDÉC s'est associée en 2009 à un collectif regroupant les CDÉC Ahuntsic – Cartierville, Rosemont – Petite-Patrie, CDEST, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est et Saint-Léonard afin d'organiser le volet local du Concours québécois en entrepreneurship pour le district Est de l'île de Montréal. La finale locale de cet important événement de reconnaissance a eu lieu en avril 2009. Une dizaine d'entreprises de l'arrondissement ont participé à ce concours. Quelque 300 partenaires et dirigeants d'entreprises ont participé à cet événement.

17. La CDÉC poursuit sa collaboration avec l'Organisation Nigérienne pour la Promotion de l'Hydraulique et de Développement à la Base (ONPHDB) et le Carrefour canadien international. Cette entente vise le renforcement des capacités de l'ONPHDB, le développement du partenariat tripartite et l'engagement du public québécois. Les travaux ont été ralentis en raison de la situation politique actuelle au Niger. Toutefois, un soutien a été apporté pour la réalisation du plan de communication de l'ONPHDB.
18. La CDÉC a convenu d'un partenariat avec le Centre financier Desjardins de l'Ouest de Montréal afin de faciliter l'accès au financement des entreprises de son territoire.
19. La CDÉC a adopté un avis du conseil d'administration sur les enjeux locaux de développement de la main-d'œuvre, les services aux entreprises et le plan d'action local du CLE Saint-Michel.
20. Dans le cadre de la réalisation du plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) de l'arrondissement, la CDÉC a mis à jour le portrait sociodémographique de l'arrondissement à l'aide des données de 2006. Elle a aussi réalisé une évaluation des créneaux économiques à prioriser comme avenues de développement du territoire.
21. La CDÉC a poursuivi la réalisation de son plan de communication. Le site Web de la CDÉC a accueilli plus de 82 000 visiteurs. Ce site, mis à jour à toutes les semaines, diffuse de l'information sur les programmes, les formations et les publications visant les entreprises privées, sociales et collectives. Par ailleurs, plus de 700 entreprises et partenaires sont abonnés au bulletin électronique de la corporation, lequel a été publié à neuf (9) reprises. Ce bulletin met en valeur les initiatives de développement local et les projets structurants ayant cours dans le territoire. Enfin, la CDÉC a publié six (6) profils d'entreprises qui ont reçu son appui dans les journaux locaux et sur son site Web.
22. La CDÉC a organisé 3 événements mettant en lien des employeurs, des représentants du milieu de la formation et des chercheurs d'emploi.
23. La CDÉC a diffusé, par courriel et sur son site Web, 1500 offres d'emploi et de formation en provenance d'entreprises, d'organismes et d'institutions du territoire.
24. La CDÉC participe aux travaux de la Table de concertation et d'action en employabilité de Centre-Nord ainsi qu'à ses comités de travail sur le réseautage et les communications.
25. La CDÉC s'implique au niveau de la formation d'une main-d'œuvre compétente en participant comme administratrice au Conseil d'établissement du Centre Sainte-Croix.
26. La CDÉC participe au Comité d'investissement de la Mesure Arts et relève du Ministère du Développement économique, de l'Industrie et de l'Exportation du Québec.
27. La CDÉC a mis sur pied une table réunissant des acteurs locaux et des dirigeants d'entreprises engagés dans le développement durable et la promotion de la responsabilité sociale des entreprises.
28. La CDEC a organisé une série de quatre formations à l'intention des gestionnaires d'entreprise qui désirent comprendre et mieux gérer leurs ressources humaines. Une première sur les Normes du travail a attiré 40 participants. Une deuxième sur le réseautage à l'intention des employeurs a aussi attiré une quarantaine de personnes.

1.3 PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR VOTRE CDÉC

Décrivez, le cas échéant, les principales problématiques rencontrées par votre CDÉC dans la réalisation de sa mission de service aux entreprises et de ses mandats au cours de l'année.

Pour chaque problématique identifiée, indiquez, s'il y a lieu, la ou les solutions qui ont été ou qui pourraient être apportées.

Problématique	Solutions préconisées
<p>Réception tardive de tous les versements liés à l'entente CLD. Cette situation s'est produite l'an dernier en raison d'ajustements à la gestion de l'entente. Cette année, la signature tardive de certaines ententes afférentes explique le retard. Cette situation récurrente entraîne des difficultés de gestion des liquidités ainsi qu'une perte d'intérêt sur les placements, d'où un manque à gagner affectant la budgétisation. De plus, pour la première fois de son histoire, la corporation doit augmenter de façon très significative sa limite de crédit afin de pouvoir rencontrer ses responsabilités auprès de ses employés, des organismes et promoteurs subventionnés et de ses fournisseurs. Ce qui entraîne des coûts supplémentaires liés au frais d'intérêt à payer. Pareil retard fragilise la situation financière de la corporation et pourrait mener à réduire les effectifs ainsi que le niveau de prestation de services si le crédit n'était plus disponible.</p> <p>Reconduction tardive, pour une seule année avec engagement à évaluer son renouvellement, de l'entente avec Développement économique Canada. L'appui des autorités montréalaises sera important dans le processus de négociation avec cette agence fédérale.</p>	<p>Que les versements soient effectués selon les termes de l'entente.</p> <p>Que la Ville de Montréal, suivant en cela sa résolution adoptée le 22 février 2010, manifeste son appui à la reconduction de l'entente entre Développement économique Canada et les CDÉC de Montréal auprès des autorités de cette agence fédérale.</p>

1.4. PERSPECTIVES D'AVENIR

Décrivez, tels que vous les percevez, l'évolution des besoins des entreprises et des entrepreneurs de votre territoire. Faites état des développements et des améliorations que vous prévoyez pour adapter l'offre de service de votre organisme à cette évolution.

1. Les PME de 100 employés et moins actives dans les secteurs tertiaire moteur et manufacturier doivent améliorer leurs pratiques d'affaires et actualiser leurs équipements afin de faire face aux défis de la concurrence mondiale et de la hausse significative des impératifs de productivité. Un programme de communication avec les décideurs de ces entreprises est en cours depuis quelques années et se poursuivra l'an prochain. Composé de communications écrites, de visites, d'activités d'information, de formation et de réseautage, ce programme associe aussi des partenaires financiers, des ressources de 2^e ligne et des institutions publiques. La CDÉC continuera à consacrer ses ressources à ce programme.
2. La relève entrepreneuriale demeure un défi important mais pas suffisamment envisagé par les propriétaires d'entreprises et les jeunes, les cadres et les travailleurs qui souhaitent s'engager dans la direction d'une entreprise ou le maintien de leurs emplois. La CDÉC a fait de la relève entrepreneuriale une priorité, notamment en modifiant voilà quelques années ses politiques d'investissement et en menant des actions de sensibilisation, notamment en partenariat avec le SAJE Montréal-Métro. La CDÉC poursuivra ses actions en matière de relève entrepreneuriale.
3. Après quelques années d'opération, les entreprises sociales existantes font face aux problématiques usuelles de toutes entreprises. Au-delà des services de financement et d'aide au démarrage, il importe d'offrir à ces entreprises des services spécialisés dans l'ensemble des fonctions d'une entreprise. La relance du service de 2^e ligne en économie sociale, dans le cadre du FDEM, un partenaire de premier plan des CDÉC de Montréal, constitue une très bonne nouvelle. La CDÉC continuera sa collaboration avec le service de 2^e ligne en économie sociale.
4. La requalification de la carrière Saint-Michel demeure un enjeu majeur tant pour la population que pour les entreprises du quartier Saint-Michel et des quartiers voisins. Comme il s'agit d'un

équipement montréalais, les retombées de sa mise en valeur dépasseront largement le seul quartier Saint-Michel. Le processus décisionnel relatif au projet de Smart Centres connaît toutefois un retard important. Malgré cela, la CDÉC a mis de l'avant des propositions et même des actions afin de préparer les commerces locaux à l'apparition prochaine de compétiteurs de grande taille ainsi qu'au développement de programmes de formation et de recrutement de la main-d'œuvre locale par les commerces qui s'établiront dans le site. S'il advenait que le projet actuellement sous évaluation ne soit pas réalisé, la CDÉC entend contribuer à la relance de la réflexion sur la requalification de ce site.

5. La mise en valeur de la gare d'Outremont par l'université de Montréal, tout juste au sud du quartier Parc-Extension, pourrait enclaver davantage ce quartier si aucune véritable ouverture vers le nord n'est prévue. La CDÉC travaille avec les acteurs du milieu à la réalisation de projets concertés favorisant la génération de retombées sociales et économiques positives pour le quartier Parc-Extension. Le processus décisionnel relatif à ce projet gagnerait à miser sur la concertation des arrondissements voisins d'Outremont, incluant les autorités publiques et les organisations vouées au développement économique et social. La CDÉC continuera à mobiliser les acteurs autour de la mise en valeur de la zone Beaumont, qui jouxte la gare d'Outremont.
6. Le processus de planification urbaine que compte entreprendre sous peu l'Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension pour le U composé des rues Pie-IX, Jarry, Papineau contribue à l'identification des enjeux et des priorités de développement urbain, social et économique pour un pôle d'activité qui pourrait à la fois fonder l'identité du territoire et lui conférer un pouvoir d'attraction plus grand. La CDÉC entend participer à ce processus.
7. Le potentiel de l'industrie culturelle locale est important. Le nombre d'entreprises culturelles présentes sur le territoire est à la hausse. En ce sens, l'installation d'une véritable Maison de la culture dans l'édifice Jean-Marie Gauvreau (propriété de la SHDM) est d'une actualité encore plus forte que jamais. La CDÉC a réalisé l'an dernier une étude démontrant la faisabilité de la pérennisation de la vocation culturelle de cet immeuble via son acquisition par un collectif d'organisations culturelles et via l'installation de la Maison de la culture. La même étude faisait état de la nécessité de développer, en lien avec l'édifice, un centre de création. La SHDM et la ville de Montréal gagneraient à appuyer la mise en valeur culturelle de l'édifice, ce faisant l'industrie culturelle locale disposerait d'équipements de qualité favorisant son positionnement au sein de l'ensemble montréalais et national. La CDÉC poursuivra ses efforts dans ce dossier.
8. Par ailleurs, les enjeux clés du développement socio-économique de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension demeurent :
 - ✓ Renforcer la concertation des acteurs de tous les horizons en matière de développement économique.
 - ✓ Augmenter l'implication des gens d'affaires dans le développement du territoire.
 - ✓ Développer une culture entrepreneuriale qui soit à la fois au service de l'entrepreneuriat et un outil de lutte contre la pauvreté.
 - ✓ Renforcer chez les gens d'affaires la connaissance du territoire, de son environnement externe et des services qui leur sont offerts.
 - ✓ Accroître la productivité et la compétitivité des entreprises manufacturières et du tertiaire moteur.
 - ✓ Améliorer les pratiques d'affaires des commerçants et l'environnement commercial local.
 - ✓ Développer le secteur de l'économie sociale.
 - ✓ Développer le travail autonome.
 - ✓ Développer l'industrie culturelle.
 - ✓ Développer l'employabilité des résidents.

1.5. TENDANCES LIÉES AUX PROGRAMMATIONS BUDGÉTAIRES ET D'ACTIVITÉ DES CLD

PARTIE 2

MANDAT CLD - ASPECTS QUANTITATIFS

2.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION, PERSONNEL DE LA CDÉC ET RESSOURCES EXTERNES

2.1.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

INFORMATION À COMPILER

GLOSSAIRE

Nombre total de sièges au conseil d'administration	25	✓ Comprend l'ensemble des sièges constituant le conseil d'administration de la CDÉC, ce qui inclut les sièges attribués aux membres votants et aux membres non votants.
Nombre de sièges réservés aux membres votants	21	✓ Exclure les membres non votants de même que les sièges vacants au 31 décembre ✓ Annexer la liste des membres du Conseil d'administration, en indiquant le milieu représenté par chacun, et la date de la fin de leur mandat. ✓ Caractériser les membres selon qu'ils sont hommes, femmes, immigrant(e) s, jeunes (- 35 ans) ✓ Immigrant : personne née hors du Canada de parents non Canadiens
Nombre total de membres votants siégeant au c.a. de la CDÉC au 31 décembre dernier	21	
Nombre de réunions tenues pendant la dernière année	9	
Taux de participation des membres votants aux réunions du c.a. au cours de la dernière année	55 %	
Nombre de réunions du Comité exécutif (si applicable)	10	

2.1.2. PERSONNEL DE LA CDÉC

INFORMATION À COMPILER	GLOSSAIRE				
Nombre total de personnes/années fournies par des personnes travaillant exclusivement au mandat CLD (salariées) <table border="1" data-bbox="1042 488 1169 592"> <tr><td>6.2</td></tr> </table>	6.2	✓ Une personne/année équivaut à 1820 heures de travail par année (7 heures/jour X 5 jours/sem. X 52 semaines/année) ✓ Compter les postes non dotés et en voie de l'être			
6.2					
Nombre total de personnes/année fournies par des personnes ne travaillant pas exclusivement au mandat CLD (salariées) <table border="1" data-bbox="1042 630 1169 703"> <tr><td>3.3</td></tr> </table>	3.3				
3.3					
Nombre total de personnes années travaillant au mandat CLD <table border="1" data-bbox="1042 740 1169 792"> <tr><td>9.5</td></tr> </table>	9.5				
9.5					
Masse salariale totale liées au mandat CLD (en milliers de \$) <table border="1" data-bbox="1042 829 1169 881"> <tr><td>543 000</td></tr> </table>	543 000	✓ Salaires et avantages sociaux versés au personnel affecté au mandat CLD			
543 000					
Nombre total de personnes/années affectées à des mandats non-CLD <table border="1" data-bbox="1042 919 1169 1117"> <tr><td>6</td></tr> <tr><td>3.6</td></tr> <tr><td>1</td></tr> <tr><td>1.9</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Mandat DEC : • Mandat EQ: • Autres mandats : 	6	3.6	1	1.9	
6					
3.6					
1					
1.9					
Masse salariale totale liées aux mandats non-CLD (en milliers de \$) <table border="1" data-bbox="1042 1154 1169 1218"> <tr><td>360 000</td></tr> </table>	360 000	✓ Salaires et avantages sociaux versés au personnel affectés à des mandats non-CLD			
360 000					

2.1.3. RESSOURCES EXTERNES

Cette question concerne les CDÉC et CLD qui ont confié à un tiers (autre qu'un SAJE, le FDEM et Convercité), dans le cadre d'un partenariat, d'une entente de services ou de contrat de services professionnels, le mandat d'exercer un ou des services relevant normalement du CLD. Si la CDÉC ou le CLD rémunère l'organisme ou la firme concernée, indiquez le montant versé.

Nom de l'organisme ou de la firme	Nature des services/ Clientèle visée	Montant versé par le CLD (s'il y a lieu)
Aucun		

2.1.4 REVENUS ET DÉPENSES, SELON VOS ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS :

REVENUS

Inscrire le total des revenus Ville de Montréal :

--

Inscrire le total des revenus arrondissements, villes liées :

\$

Inscrire le total des revenus DEC :

\$

Inscrire le total des revenus EQ :

\$

Inscrire le total des revenus autonomes :

\$

Inscrire le total des revenus Autres :

\$

TOTAL DES REVENUS

\$

DÉPENSES

Inscrire le total activités entreprises à but lucratif - mandats CLD :

--

Inscrire le total activités entreprises d'économie sociale - mandats CLD :

--

Inscrire le total autres activités - mandats CLD :

\$

Inscrire le total des dépenses – mandats CLD

\$

Inscrire le total des dépenses DEC :

\$

Inscrire le total des dépenses EQ :

\$

Inscrire le total autres activités - mandats non-CLD :

\$

TOTAL DES DÉPENSES

\$

286 000 \$

2.2 Activités du CLD

2.2.1. ACCUEIL

Nombre de demandes d'informations liées au mandat CLD traitées (au comptoir, téléphonique, par la poste ou par courriel)	<input type="text" value="147"/>
Relatives à des projets d'entreprises à but lucratif	
Relatives à des projets d'entreprises d'économie	<input type="text" value="15"/>
Autres	<input type="text" value="7"/>
TOTAL	<input type="text" value="169"/>

2.2.2. information, orientation et références

Nombre de séances d'information générale sur les services offerts par le CLD
(Comptabiliser les séances de **formation** à la section 3. et non ici)

Nombre de personnes reçues dans ces séances d'information sur les services du CLD

Préciser le profil des participants

Hommes Immigrants Jeunes (-35 ans)

Femmes Immigrantes Jeunes (-35 ans)

2.2.3. formation

Nombre de sessions de formation données par le CLD

Préciser le nombre de participants **TOTAL** Dont : Hommes Immigrants nes (-35 ans)
Dont : Femmes Immigrantes nes (-35 ans)

2.2.4. SERVICE AUX ENTREPRISES À BUT LUCRATIF

a) Service aux entreprises à but lucratif existantes

☐ Visites de prospection/dépistage

Nombre d'entreprises visitées par un professionnel code 2

dont 2 filiales d'entreprises étrangères

☐ Soutien technique

Nombre d'entreprises existantes ayant fait l'objet d'interventions de soutien technique.

dont 2 filiales d'entreprises étrangères

● Objet et nombre d'interventions

Nombre total d'interventions réalisées auprès des entreprises ayant fait l'objet d'interventions de soutien technique

• <i>Évaluation des besoins / orientation / évaluation du potentiel entrepreneurial</i>	code 3	<input type="text" value="27"/>	<input type="text" value="6,28%"/>	• Marketing, vente	code 9	<input type="text" value="53"/>	<input type="text" value="12,33%"/>
• <i>Diagnostic / Études de faisabilité</i>	code 4	<input type="text" value="6"/>	<input type="text" value="1,40%"/>	• Exportation	code 10	<input type="text" value="3"/>	<input type="text" value="0,70%"/>
• <i>Recherche de financement et préparation d'un dossier de financement</i>	code 5	<input type="text" value="117"/>	<input type="text" value="27,21%"/>	• R-D	code 11	<input type="text" value="5"/>	<input type="text" value="1,16%"/>
• <i>Plan d'affaires</i>	code 6	<input type="text" value="28"/>	<input type="text" value="6,51%"/>	• Suivis de financement	code 12	<input type="text" value="77"/>	<input type="text" value="17,91%"/>
• Localisation	code 7	<input type="text" value="9"/>	<input type="text" value="2,09%"/>	• Autres suivis	code 13	<input type="text" value="34"/>	<input type="text" value="7,91%"/>
• Gestion (comptabilité, RH, production, consolidation)	code 8	<input type="text" value="48"/>	<input type="text" value="11,16%"/>	• Autres	code 14	<input type="text" value="23"/>	<input type="text" value="5,35%"/>

b) Service aux entreprises à but lucratif en démarrage

Soutien technique

Nombre de projets d'entreprises et d'entreprises en démarrage ayant bénéficié d'interventions de soutien technique. 226

● **Objet et nombre d'interventions**

Nombre total d'interventions réalisées auprès de ces entreprises. 438

• <i>Évaluation des besoins / orientation / évaluation du potentiel entrepreneurial</i>	code 3	176	31,83%	• Marketing, vente	code 9	29	5,24%
• <i>Diagnostic / Études de faisabilité</i>	code 4	15	2,71%	• Exportation	code 10	1	0,18%
• <i>Recherche de financement et préparation d'un dossier de financement</i>	code 5	84	15,19%	• R-D	code 11	3	0,54%
• <i>Plan d'affaires</i>	code 6	77	13,92%	• Suivis de financement	code 12	14	2,53%
• Localisation	code 7	6	1,08%	• Autres suivis	code 13	36	6,51%
• Gestion (comptabilité, RH, production, consolidation)	code 8	16	2,89%	• Autres	code 14	96	17,36%

c) Suvis SAJE

Suvis SAJE*

Nombre de nouvelles entreprises du territoire faisant l'objet d'un suivi par un SAJE. Inscrivez ici le nombre total d'entreprises du territoire inscrites au Centre de suivi en date du 31 mars.

16 entreprises 135 interventions

2.2.5. SERVICES AUX ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

a) Service aux entreprises d'économie sociale existantes

☐ Visites de prospection/dépistage

Nombre d'entreprises visitées (par un professionnel) code 2

☐ Soutien technique

Nombre d'entreprises existantes ayant fait l'objet d'interventions de soutien technique.

● Objet et nombre d'interventions

Nombre total d'interventions réalisées auprès de ces entreprises

• <i>Évaluation des besoins / orientation / évaluation du potentiel entrepreneurial</i>	code 3	<input type="text" value="8"/>	<input type="text" value="3,24%"/>	• Marketing, vente	code 9	<input type="text" value="5"/>	<input type="text" value="2,02%"/>
• <i>Diagnostic / Études de faisabilité</i>	code 4	<input type="text" value="4"/>	<input type="text" value="1,62%"/>	• Exportation	code 10	<input type="text" value="1"/>	<input type="text" value="0,40%"/>
• <i>Recherche de financement et préparation d'un dossier de financement</i>	code 5	<input type="text" value="81"/>	<input type="text" value="32,79%"/>	• R-D	code 11	<input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="0,00%"/>
• <i>Plan d'affaires</i>	code 6	<input type="text" value="15"/>	<input type="text" value="6,07%"/>	• Suivis de financement	code 12	<input type="text" value="75"/>	<input type="text" value="30,36%"/>
• Localisation	code 7	<input type="text" value="2"/>	<input type="text" value="0,81%"/>	• Autres suivis	code 13	<input type="text" value="35"/>	<input type="text" value="14,17%"/>
• Gestion (comptabilité, RH, production, consolidation)	code 8	<input type="text" value="13"/>	<input type="text" value="5,26%"/>	• Autres	code 14	<input type="text" value="8"/>	<input type="text" value="3,24%"/>

b) Service aux entreprises d'économie sociale en démarrage

☐ Soutien technique

Nombre de projets d'entreprises et d'entreprises en démarrage ayant bénéficié d'interventions de soutien technique.

● **Objet et nombre d'interventions**

Nombre total d'interventions réalisées auprès de ces entreprises.

• <i>Évaluation des besoins / orientation / évaluation du potentiel entrepreneurial</i>	code 3	<input type="text" value="33"/>	<input type="text" value="8,13%"/>	• Marketing, vente	code 9	<input type="text" value="4"/>	<input type="text" value="0,99%"/>
• <i>Diagnostic / Études de faisabilité</i>	code 4	<input type="text" value="11"/>	<input type="text" value="2,71%"/>	• Exportation	code 10	<input type="text" value="2"/>	<input type="text" value="0,49%"/>
• <i>Recherche de financement et préparation d'un dossier de financement</i>	code 5	<input type="text" value="119"/>	<input type="text" value="29,31%"/>	• R-D	code 11	<input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="0,00%"/>
• <i>Plan d'affaires</i>	code 6	<input type="text" value="54"/>	<input type="text" value="13,30%"/>	• Suivis de financement	code 12	<input type="text" value="71"/>	<input type="text" value="17,49%"/>
• Localisation	code 7	<input type="text" value="6"/>	<input type="text" value="1,48%"/>	• Autres suivis	code 13	<input type="text" value="63"/>	<input type="text" value="15,52%"/>
• Gestion (comptabilité, RH, production, consolidation)	code 8	<input type="text" value="21"/>	<input type="text" value="5,17%"/>	• Autres	code 14	<input type="text" value="22"/>	<input type="text" value="5,42%"/>

2.3. FINANCEMENTS PAR LE CLD AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE

2.3.1. FINANCEMENTS REMBOURSABLES

	Prêts acceptés/autorisés		Prêts déboursés		Investissements en capita action acceptés/autorisés		Investissements en capita action déboursés		Garanties de prêt acceptées/autorisées		Garanties de prêts réalisées	
	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant	Nb	Montant
FLI (sans partenariat)												
Entr. but lucratif en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. but lucratif existantes	0	0,00 \$	2	27 500,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale existantes	1	10 000,00 \$	2	30 000,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Total	1	10 000,00 \$	4	57 500,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
SOLIDE (sans partenariat)												
Entr. but lucratif en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. but lucratif existantes	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale existantes	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Total	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Partenariat FLI/SOLIDE												
Entr. but lucratif en démarrage	F	1	40 000,00 \$	S	1	20 000,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
	S	1	20 000,00 \$		1	20 000,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. but lucratif existantes	F	0	0,00 \$	S	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
	S	0	0,00 \$		0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale en démarrage	F	1	13 120,00 \$	S	1	13 120,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
	S	1	13 120,00 \$		1	13 120,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale existantes	F	0	0,00 \$	S	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
	S	0	0,00 \$		0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Total		2	86 240,00 \$		2	66 240,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
FDEM												
Entr. but lucratif en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. but lucratif existantes	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale existantes	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Total	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Autre fonds												
Entr. but lucratif en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. but lucratif existantes	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale en démarrage	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Entr. d'économie sociale existantes	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$
Total	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$	0	0,00 \$

2.3.2. STRUCTURE DE FINANCEMENT DES PROJETS ACCEPTÉS

	PORTRAIT PAR FOND										Total (sans doublons)	
	Financement remboursable					Financement non-remboursable						
	Fonds d'investissement	local	SOLIDE	Arrimage FLI/SOLIDE	Fonds sociale	d'économie	Fonds promoteurs	jeunes				
Nombre de projets	1		0		2		19		2		23	
Entrepreneurs	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	185 698,00 \$	16 %	0,00 \$	0 %	185 698,00 \$	14 %
Institutions financières	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	10 000,00 \$	1 %	0,00 \$	0 %	10 000,00 \$	1 %
Gouvernement fédéral	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %
Gouvernement provincial	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	100 920,00 \$	9 %	0,00 \$	0 %	100 920,00 \$	8 %
Municipal	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %
Centre local de développement (CLD)	30 000,00 \$	100 %	0,00 \$	0 %	146 240,00 \$	100 %	568 340,00 \$	50 %	7 000,00 \$	100 %	721 580,00 \$	56 %
Capitaux de risque	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	50 000,00 \$	4 %	0,00 \$	0 %	50 000,00 \$	4 %
Autres	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	0,00 \$	0 %	218 000,00 \$	19 %	0,00 \$	0 %	218 000,00 \$	17 %
Total	30 000,00 \$		0,00 \$		146 240,00 \$		1 132 958,00 \$		7 000,00 \$		1 286 198,00 \$	
Moyenne par projet	30 000,00 \$		0,00 \$		73 120,00 \$		59 629,37 \$		3 500,00 \$		55 921,65 \$	

2.3.3. FINACEMENTS NON REMBOURSABLES

Jeunes Promoteurs - JP			
	Nombre d'entreprises	Nombre de promoteurs	Montant
VOLET A			
Demandes soumises au comité	0	0	0,00 \$
Contributions acceptés/autorisées	0	0	0,00 \$
Contributions déboursées	0	0	0,00 \$
VOLET B			
Demandes soumises au comité	0	0	0,00 \$
Contributions acceptés/autorisées	1	1	6 000,00 \$
Contributions déboursées	1	1	6 000,00 \$
VOLET C			
Demandes soumises au comité	0	0	0,00 \$
Contributions acceptés/autorisées	1	1	1 000,00 \$
Contributions déboursées	1	1	1 000,00 \$
Jeunes Promoteurs - JP Totaux			
	Nombre d'entreprises	Nombre de promoteurs	Montant
Demandes soumises au comité	0	0	0,00 \$
Contributions acceptés/autorisées	2	2	7 000,00 \$
Contributions déboursées	2	2	7 000,00 \$

Fonds Économie Sociale						
	Contributions acceptées/autorisées			Contributions déboursées		
	Nombre d'entreprises	Nombre de projets	Montant	Nombre d'entreprises	Nombre de projets	Montant
Nouvelles entreprises d'économie sociale	8	8	269 985,00 \$	13	15	287 360,74 \$
Entreprises d'économie sociale existantes	11	11	288 355,00 \$	16	20	351 298,34 \$
Total	19	19	558 340,00 \$	29	35	638 659,08 \$

2.4. RETOMBÉES DES INTERVENTIONS DU CLD EN EMPLOIS ET EN INVESTISSEMENTS

2.4.1. ENTREPRISES À BUT LUCRATIF

Entreprises à but lucratif existantes

● Emplois créés en date de ce rapport

- Découlant de financements par le CLD

- Découlant d'interventions de soutien technique

Total

- Nombre d'emplois à temps plein

- Nombre d'emplois à temps partiel

● Emplois consolidés (Emplois existants que l'intervention du CLD a contribué de façon significative à préserver)

- Découlant de financements par le CLD

- Découlant d'interventions de soutien technique

Total

*

● **Nombre d'entreprises existantes**

- Découlant de financements par le CLD
- Découlant d'interventions de soutien technique
- Total**

● **Profil des dirigeants de ces entreprises existantes**

- | | | | | | |
|--------|---------------------------------|-------------|--------------------------------|------------------|---------------------------------|
| Hommes | <input type="text" value="87"/> | Immigrants | <input type="text" value="9"/> | Jeunes (-35 ans) | <input type="text" value="19"/> |
| Femmes | <input type="text" value="39"/> | Immigrantes | <input type="text" value="6"/> | Jeunes (-35 ans) | <input type="text" value="10"/> |

● **Investissements totaux projetés**

- Découlant de financements par le CLD
- Découlant d'interventions de soutien technique
- Total**

☐ **Entreprises en démarrage**

● **Création d'emplois créés**

- Découlant de financements par le CLD
- Découlant d'interventions de soutien technique
- Total**
- Nombre d'emplois à temps plein
- Nombre d'emplois à temps partiel

● **Investissements totaux projetés**

- Découlant de financements par le CLD
- Découlant d'interventions de soutien technique
- Total**

- **Nombre d'entreprises démarrées** (Nombre total d'entreprises démarrées avec le soutien du CLD au cours de la dernière année et ayant réalisé une **première vente**. Les **travailleurs autonomes** sont considérés comme des entreprises.)

- Via le programme Jeunes Promoteur
 - Interventions techniques et financement
- Total**

● **Profil des dirigeants de ces entreprises démarrées**

Hommes Immigrants Jeunes (-35 ans)
 Femmes Immigrantes Jeunes (-35 ans)

□ **Commentaires sur les retombées de vos interventions**

D'années en années, les conseillers de services aux entreprises réalisent à quel point les entrepreneurs, en particulier, ceux qui sont à la tête d'entreprises existantes, apprécient l'accompagnement que les conseillers du SAE peuvent leur offrir. Leurs besoins sont souvent les mêmes et ils sont récurrents. Nous pouvons les résumer en cinq principaux points; le financement, les services-conseils, le réseautage, la formation et l'information stratégique.

Comme en témoigne le succès du programme de financement Créavenir, la CDEC a permis, au cours de la dernière année, à plusieurs entreprises en démarrage de l'arrondissement d'avoir accès à un capital de démarrage. Ce programme, géré conjointement par la CDEC et une institution financière très présente dans le milieu, a permis d'appuyer des petites entreprises qui autrement n'auraient pas eu accès à des sources de financement plus traditionnelles. D'autre part, la CDEC a également pu appuyer les projets d'expansion de plusieurs entreprises déjà en opération sur son territoire en travaillant étroitement avec les institutions financières de l'arrondissement.

Fort de ses outils financiers que sont le fonds local d'investissement (FLI), les fonds SOLIDE ainsi que le Fonds de développement emploi Montréal (FDEM), la CDEC est plus que jamais en mesure d'agir en complémentarité avec les autres bailleurs de fonds traditionnels. Typiquement, ces outils financiers lui permettent de prendre la relève des autres institutions financières et d'appuyer des projets plus risqués qui autrement ne verraient pas le jour. Qu'on pense àà titre d'exemple. Se faisant, elle joue pleinement son rôle de catalyseur du développement économique local.

Les conseillers sur le terrain ont également perçu une certaine fébrilité au niveau de la relève entrepreneuriale. Ainsi au cours des derniers mois, la CDEC a accompagné deux entreprises dans leur processus de transfert de propriété aux employés. Encore une fois, l'intervention s'est faite avec des partenaires du milieu.

Nous nous efforçons de mettre en œuvre des activités concrètes dans notre offre de service. Cette année, nous avons organisé un événement de réseautage qui a attiré plus de 100 personnes. Nous nous distinguons particulièrement par la forte proportion d'entrepreneurs présents à ce type d'activité. Dans ce cas précis, plus de 80% des invités étaient des entreprises et 20% nos principaux partenaires. La CDEC a tenu cette activité au CRIM, avec qui nous développons une relation d'affaires.

De nouveaux acteurs se sont aussi joints à notre réseau; le centre NAD, Sogique, l'école du Show-business, etc. Il est très positif de développer des liens avec ces institutions, d'autant plus que notre mission de développement économique et certains dossiers que la CDEC mène en ce sens, sont intimement liés à leur présence qui transforme le visage de Parc-extension. Nous cultivons notre réseau de partenaires stratégiques afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins de nos clients. Ceux-ci sont principalement: CNRC, MDEIE, Emploi Québec, BDC, SAJE, le commissariat à l'exportation, etc. Nous participons toujours à la table des partenaires économiques. Ce réseau nous permet d'offrir de l'information stratégique et de mettre en contact rapidement les bons intervenants avec les clients pour répondre à des besoins précis toujours dans le but de contribuer à la productivité et à la compétitivité des entrepreneurs du territoire.

Le service SAE a également inauguré en avril dernier une série de formations pratiques spécialement formulées pour supporter les entreprises du territoire. Ces formations qui s'adressent à de petits groupes et prennent l'aspect de coaching personnalisé sur des thèmes très pratiques tels que le calcul du prix de revient en entreprise et la compréhension des étapes de la négociation avec le banquier. Ces formations visent à équiper les entreprises pour relever avec brio et aplomb les défis quotidiens que leur propose le contexte économique actuel.

2.4.2. ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

Entreprises d'économie sociale existantes

● Emplois créés en date de ce rapport

• Découlant de financements par le CLD

• Découlant d'interventions de soutien technique

Total

• Nombre d'emplois à temps plein

• Nombre d'emplois à temps partiel

● Emplois consolidés

• Découlant de financements par le CLD

• Découlant d'interventions de soutien technique

Total

● Investissements totaux projetés

• Découlant de financements par le CLD

• Découlant d'interventions de soutien technique

Total

● Nombre d'entreprise existantes

• Découlant de financements par le CLD

• Découlant d'interventions de soutien technique

Total

● Profil des dirigeants de ces entreprises existantes

Hommes Immigrants Jeunes (-35 ans)

Femmes Immigrantes Jeunes (-35 ans)

☐ **Entreprises en démarrage**

● **Création d'emplois créés**

• Découlant de financements par le CLD

• Découlant d'interventions de soutien technique

Total

• Nombre d'emplois à temps plein

• Nombre d'emplois à temps partiel

● **Investissements totaux projetés**

• Découlant de financements par le CLD

• Découlant d'interventions de soutien technique

Total

● **Nombre d'entreprises démarrées** (Nombre total d'entreprises démarrées avec le soutien du CLD au cours de la dernière année et ayant réalisé une **première vente**. Les **travailleurs autonomes** sont considérés comme des entreprises.)

• Via le programme Jeunes Promoteur

• Interventions techniques et financement

Total

● **Profil des dirigeants de ces entreprises démarrées**

Hommes Immigrants Jeunes (-35 ans)

Femmes Immigrantes Jeunes (-35 ans)

❑ **Commentaires sur les retombées de vos interventions**

Les interventions des agents de développement en entrepreneuriat collectif ont permis de contribuer à la création et à la consolidation d'entreprises d'économie sociale. Les services rendus ont notamment permis d'appuyer les promoteurs dans la conception de leur projet et de leur plan d'affaires, dans la mise en place de stratégies d'affaires qui incluent tant la viabilité économique que la rentabilité sociale de l'entreprise et, finalement, dans l'acquisition de compétences en lien avec la réalisation de leur projet. Suite aux appuis apportés, la CDÉC Centre-Nord a fortement contribué à développer la culture entrepreneuriale dans la réalisation de projets collectifs en soutenant les promoteurs dans l'acquisition de compétences en matière de gestion ainsi que dans l'adoption d'un virage entrepreneurial (dans la planification, le développement et le suivi des projets.) Nous avons accueilli un nombre important de nouveaux promoteurs et avons soutenu une diversité de projets en lien avec les priorités énumérés dans notre PALÉE.

Nous avons poursuivi nos investissements auprès des entreprises collectives, particulièrement dans le domaine culturel. En 2009-2010, la CDÉC Centre-Nord a appuyé plus d'une dizaine d'entreprises culturelles présentes sur son territoire. À l'aide du fonds en économie sociale, nous avons investi tout au long de l'année dans des projets émanant de secteurs très diversifiés tels que la culture, l'alimentation, les NTIC, les services aux personnes et l'environnement, qui représente un autre secteur priorisé par la CDÉC Centre-Nord.

Également, nous avons soutenus nos investissements à l'intérieur de projets d'envergure, structurants pour la collectivité, comme la TOHU et le TAZ centre multidisciplinaire et communautaire. Finalement, nous avons priorisé nos efforts sur des solutions concrètes aux problèmes vécues par la population du territoire tant dans le domaine de la santé et la sécurité alimentaire.

2.5. SURVIE DES ENTREPRISES FINANÇÉES

2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
0				0
	1			1
		3		3
			5	5
				6

Fonds FLI

Subvention JP

2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
0				0
	0			0
		1		1
			2	2
				2

Fonds Économie Sociale

2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
15				14
	16			15
		13		13
			21	20
				19

2.6. ÉTAT DE SITUATION DU FLI ET DU SOLIDE (SI APPLICABLE) AU 31 MARS 2010

2.6.1. FLI

	Prêts aux entreprises	Capital-Action	Garanties de prêts	Total
Solde au 31 mars 2010	419 649\$	\$	\$	\$
• Plus : Déboursés (nouveaux prêts, décaissements)	270 620\$	\$	\$	\$
• Moins : Remboursements de capital et des prêts garantis	124 819\$	\$	\$	\$
• Variation dans la provision pour créances douteuses	94 210\$	\$	\$	\$
• Moins : radiations de prêts	4 142			
Solde au 31 mars 2010		\$	\$	\$
	Autres actifs			
Autres actifs du FLI à la fin de la période (<i>encaisse, placements, etc.</i>)				\$
Dette envers le Gouvernement du Québec au début de la période				\$
Dette envers le Gouvernement du Québec à la fin de la période				\$
Nombre de prêts aux entreprises, placements et garanties de prêt en cours au au 31 mars 2010	27\$			

Note : le montant des prêts est net de la provision pour créances douteuses, mais **inclut** la portion remboursable à court terme.

2.6.2. SOLIDE

	Prêts aux entreprises
Solde des prêts au début de la période	162 453\$
• Plus : déboursés (nouveaux prêts et décaissements)	133 120\$
• Moins : remboursements de capital	37 182\$
• Variation dans la provision pour créances douteuses	12 325\$
• Moins : radiations de prêts	\$
Solde des prêts à la fin de la période	258 391\$
	Autres actifs
Autres actifs à la fin de la période (<i>encaisse, placements, etc.</i>)	162 198\$
Nombre de prêts en cours à la fin de la période	

Note : le montant des prêts est net de la provision pour créances douteuses, mais **inclut** la portion remboursable à court terme.

PARTIE 3

MESURE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS AUTONOMES (STA)

3.1. SERVICE AUX ENTREPRISES À BUT LUCRATIF EN DÉMARRAGE

STA

Nombre de nouveaux dossiers traités acceptés au programme STA

Projets acceptés :32 Promoteurs acceptés :38

Création d'emplois créés

Déoulant du programme STA

Temps plein :39 Temps partiel :6

Nombre d'entreprises démarrées

(Nombre total d'entreprises démarrées avec le soutien du CLD au cours de la dernière année et ayant réalisé une **première vente**. Les **travailleurs autonomes** sont considérés comme des entreprises.)

Via le programme STA

34

Investissements totaux projetés

Déoulant du programme STA

1087671

Profil des dirigeants de ces entreprises démarrées

Hommes	<table border="1"><tr><td>23</td></tr></table>	23	Immigrants	<table border="1"><tr><td>4</td></tr></table>	4	Jeunes (-35 ans)	<table border="1"><tr><td>9</td></tr></table>	9
23								
4								
9								
Femmes	<table border="1"><tr><td>16</td></tr></table>	16	Immigrant es	<table border="1"><tr><td>2</td></tr></table>	2	Jeunes (-35 ans)	<table border="1"><tr><td>7</td></tr></table>	7
16								
2								
7								

Commentaires sur les retombées de vos interventions

3.2. SERVICE AUX ENTREPRISES À D'ÉCONOMIE SOCIALE

STA

Nombre de nouveaux dossiers traités acceptés au programme STA

0

Création d'emplois créés

Déoulant du programme STA

0

Nombre d'entreprises démarrées

(Nombre total d'entreprises démarrées avec le soutien du CLD au cours de la dernière année et ayant réalisé une **première vente**. Les **travailleurs autonomes** sont considérés comme des entreprises.)

Via le programme STA

0

Investissements totaux projetés

Déoulant du programme STA

0

Profil des dirigeants de ces entreprises démarrées

Hommes	0	Immigrants	0	Jeunes (-35 ans)	0
Femmes	0	Immigrantes	0	Jeunes (-35 ans)	0

Commentaires sur les retombées de vos interventions

PARTIE 4
MANDAT DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

4.1 ACTIVITÉS ET RÉALISATIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

CHAMP	ACTIVITÉS	OBJECTIFS VISÉS	RÉSULTATS ATTEINTS
Compréhension du développement : plan d'action	Mener un exercice d'identification des créneaux susceptibles de diversifier l'activité économique locale	Produire un état de situation et d'un plan de travail pouvant mener à l'élaboration d'une stratégie de diversification de l'économie locale.	Production de rapport préliminaire d'identification de créneaux porteurs de développement économique pour l'arrondissement. Production en cours d'un plan de travail pour la diversification de l'économie locale.
Mobilisation du milieu : sensibilisation	Sensibiliser les acteurs locaux aux principes de développement durable ainsi qu'aux pratiques et de technologies plus respectueuses de l'environnement.	Sensibiliser les acteurs locaux aux principes de développement durable ainsi qu'aux pratiques et de technologies plus respectueuses de l'environnement. Produire un état de la situation et un plan de travail. Adopter d'une politique d'achats responsables pour la CDÉC et sensibiliser les partenaires locaux.	Production en cours d'un état de situation et d'un plan de travail. Participation à la campagne Défi Climat. Participation à 2 rencontres de travail et élaboration de 3 activités de campagne. Production d'une politique d'achats responsables. La politique est en cours d'adoption et de mise en application.

<p>Mobilisation du milieu : concertation</p>	<p>Prendre position sur les grands enjeux de développement et établir des plans d'action.</p>	<p>Diffuser les prises de position et les plans d'action adoptés par le conseil d'administration.</p> <p>Assurer une diversité de représentation des acteurs du milieu et de la population</p>	<p>Tenue de 9 séances du Conseil d'administration. Taux de participation de 55 %.</p> <p>Les principales décisions furent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Renouvellement de l'entente CLD ainsi que des ententes avec le SAJE, le FDEM et le service de 2^e ligne en économie sociale ✓ Adoption du plan d'action et du budget 2009-2010 ✓ Adoption du rapport d'activité et des états financiers 2008-2009 ✓ Modification de la politique du Fonds d'économie sociale ✓ Signature d'une entente avec le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles dans le cadre du Défi Montréal (projet de recrutement et de formation locale avec les CSSS du territoire) ✓ Élection des membres du comité exécutif ✓ Cooptation d'administrateurs pour les postes de représentants du collège communautaire et économie sociale (Villeray et Parc-Extension), syndical et milieu municipal ✓ Désignation des membres du Comité d'investissement commun et du Comité d'économie sociale ✓ Augmentation de la limite de crédit et de la marge de crédit afin de faire face au manque de liquidités provoqué par le retard de la Ville de Montréal à verser la subvention CLD ✓ Désignation du directeur général comme responsable de la négociation en vue du renouvellement de la convention collective ✓ Octroi de 19 subventions via le Fonds d'économie sociale, de 2 subventions via le programme Jeunes promoteurs, et de 3 prêts via le Fonds local d'investissement et la SOLIDE ✓ Adoption d'un avis à Emploi-Québec. ✓ Autorisation du processus de transformation de la SOLIDE en Fonds local de solidarité sous la gouvernance de la corporation. ✓ Modification du code d'éthique et de prévention des conflits d'intérêt. ✓ Adoption des termes de renouvellement de la convention collective. ✓ Démarrage du processus de planification stratégique pour la période 2011-2014. ✓ Augmentation de la marge de crédit de la corporation. <p>Acceptation de 21 nouveaux membres.</p>
--	---	--	--

	<p>Mobiliser les acteurs et la population autour du développement économique communautaire.</p> <p>Appuyer la concertation des partenaires du territoire afin d'optimiser les effets de leurs actions sur le développement socio-économique du territoire.</p>	<p>au sein des instances décisionnelles de la CDÉC.</p> <p>Participer à la Table des partenaires socio-économiques de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension et Ahuntsic—Cartierville. Harmonisation des interventions des agents de développement socio-économiques.</p> <p>Contribuer à la réalisation de la vision du développement du quartier Saint-Michel portée par Vivre Saint-Michel en Santé.</p> <p>Contribuer à la réalisation de la planification stratégique de quartier du Regroupement de développement de Villeray ainsi qu'à la concrétisation des orientations adoptées lors du Forum social de Villeray.</p> <p>Contribuer à la relance de la concertation intersectorielle et multiréseaux dans le quartier Parc-Extension.</p>	<p>Tenue de 1 assemblée générale en juin 2009. Participation de 100 membres et partenaires.</p> <p>Participation à 2 rencontres. Échange sur les programmes en cours et à venir. Identification de projets à mener en commun.</p> <p>Contribution aux travaux du Comité Transport de VSMS dont l'objectif est d'améliorer la desserte en transport collectif ainsi que la sécurité entourant les transports actifs dans le quartier. Participation à 2 séances de travail</p> <p>Bilan des actions réalisées au courant des deux (2) dernières années dans le quartier Villeray ainsi que l'état de l'avancement de chacun des secteurs d'activités. Mise à jour du plan d'action. Participation à 12 séances de travail.</p> <p>Participation aux travaux du Comité aviseur pour le projet de Quartier 21 dans Villeray dont l'objectif est d'améliorer la sécurité aux abords des écoles et aussi de réfléchir sur les problématiques du transport actif dans le quartier. Participation à 4 séances de travail</p> <p>Participation à 10 séances de travail et à 3 forums de quartier. La corporation appuie la démarche initiée par un comité composé de citoyens, d'organismes du quartier (dont PEYO et le Centre des loisirs de Parc-Extension), le CSSS et la CDÉC. La CDÉC continuera à appuyer l'effort de ce groupe dans la constitution d'une véritable table de concertation multi-réseaux et intersectorielle.</p> <p>Contribution aux travaux de mobilisation des acteurs du quartier Parc-Extension dans le cadre du projet de Quartier Actif et en Santé mené par le Centre d'écologie Urbaine et VRAC Environnement. Participation au comité de coordination. Tenue de 6 réunions de travail et de 2 événements citoyens. Administration d'un sondage auprès de 22 commerçants dans et tenu d'un</p>
--	--	--	--

		<p>Contribuer aux travaux du Regroupement en aménagement de Parc-Extension.</p> <p>Appuyer le Conseil de développement culturel de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension dans la réalisation d'un plan concerté de développement associatif.</p> <p>Animer une table de concertation réunissant des acteurs culturels locaux et des institutions publiques afin d'assurer la pérennité de la mission culturelle de l'édifice Jean-Marie-Gauvreau.</p> <p>Contribuer à la Coalition pour des quartiers culturels qui vise l'intensification de la dynamique de l'industrie culturelle présente dans certains secteurs montréalais.</p> <p>Contribuer à l'étude réalisée par le Chantier de l'économie sociale pour documenter l'engagement citoyen dans l'organisation de la culture. Cette étude visait à cerner les impacts au développement territorial et la contribution de ces entreprises à la démocratie culturelle.</p>	<p>groupe de discussion avec des commerçants de la rue Jean-Talon dans Parc-Extension.</p> <p>La corporation a cessé sa participation à cette instance de concertation en raison de son mode de fonctionnement.</p> <p>Tenue de 11 séances de travail. Formation d'un comité d'orientation pour réaliser le projet de la <i>Toile culturelle</i> qui aura comme objectifs d'encourager la participation citoyenne en faisant connaître l'artiste, le lieu et l'événement et faire en sorte que les artistes, diffuseurs, producteurs et organismes culturels puissent se connaître davantage.</p> <p>Tenue de 6 séances de travail. Présentation de l'étude d'opportunité au Forum des équipements culturels en mai 2009. Animation d'une rencontre avec les occupants du 911 Jean-Talon pour les informer des caractéristiques des entreprises en économie sociale et poursuivre les échanges sur leur volonté de se constituer en promoteur collectif intéressé par l'achat de cet édifice. Ce projet est actuellement en attente d'une décision de la Ville de Montréal et de la SHDM en lien avec la vente de l'édifice à un promoteur collectif constitué d'acteurs culturels ou son opération par la SHDM en respect de la vocation culturelle dudit édifice.</p> <p>Aucune activité de la Coalition.</p> <p>Participation à 3 séances de travail. Contribution à la mobilisation des acteurs culturels montréalais pour un rassemblement qui s'est déroulé à Québec en juin 2009, visant à venir enrichir cette étude qui a été déposée au MCCCFC.</p>
--	--	--	---

		<p>Contribuer à la réflexion sur la requalification de la carrière Saint-Michel. Participer aux travaux de la table de concertation mise sur pied par la ville de Montréal. Participation aux travaux menés par les acteurs du quartier Saint-Michel. Faire le suivi des recommandations émises en termes d'atténuation des effets sur la communauté, de préparation et de recrutement de la main-d'œuvre locale ainsi que de planification et de réalisation de projets d'économie sociale.</p> <p>Contribuer au plan de revitalisation de la rue Jarry dans le quartier Saint-Michel mis de l'avant par la société de développement OSER Jarry.</p>	<p>La CDÉC est impliquée dans le comité consultatif mis sur pied par le maire de Montréal afin d'encadrer le processus de revitalisation de la carrière Saint-Michel par un promoteur immobilier. Outre la CDÉC, ce comité réunit des représentants de la ville de Montréal, de l'arrondissement, d'Emploi-Québec, de Vivre Saint-Michel en santé, des milieux communautaires et d'affaires.</p> <p>Suite à l'adoption de la stratégie, la CDÉC a mis sur pied un groupe de travail (Grand Comité qui réunit Emploi-Québec, Service Canada, Arrondissement, Commission scolaire de Montréal, Vivre Saint-Michel en santé, Comité sectoriel de la main-d'œuvre du commerce de détail, Table de concertation en employabilité Centre-Nord, Smart Centres, Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Centre de formation en alimentation et en commerce du détail) regroupant des acteurs locaux et régionaux spécialisés dans le domaine de l'employabilité et du commerce. Ce groupe de travail a pour objectifs de favoriser le recrutement de participants locaux, de proposer des activités de formation en lien avec les besoins des participants et des commerces, ainsi que d'appuyer les employeurs. Le plan de travail, échelonné sur plusieurs années, vise tant l'ouverture du centre commercial projeté (environ 1300 emplois) que le renouvellement de la main-d'œuvre (estimation de 500 à 600 emplois par année). Deux sous-groupes, l'un pour le recrutement et l'un pour la formation ont été formés avec du personnel-terrain expert dans ces domaines. Un troisième sous-groupe sera créé au moment opportun afin de mettre en œuvre des services d'appui aux employeurs. Les travaux ont été ralentis à cause de la conjoncture électorale mais devraient reprendre sous peu.</p> <p>À noter que l'approche développée dans le cadre de ce projet pourra éventuellement être utilisée par la corporation dans le cadre d'une semblable campagne en lien avec la requalification de la Gare d'Outremont.</p> <p>La CDÉC, avec Vivre Saint-Michel en Santé et le Cirque du Soleil, poursuit le démarrage de la Société de développement OSER Jarry, qui a pour mission de favoriser le développement immobilier (résidentiel et commercial) de la rue Jarry Est. Une recherche de financement est actuellement en cours afin de produire un plan d'action et de créer une réserve financière. Participation à 4</p>
--	--	---	--

		<p>Contribuer à la réflexion sur la requalification de la gare d'Outremont et de l'ouverture de ce site sur le quartier Parc-Extension. Participer aux travaux des instances de consultation. Favoriser la mobilisation par la mise sur pied d'une table de concertation locale dans le but de dégager une vision commune des enjeux et des actions à entreprendre.</p> <p>Contribuer à la revitalisation de la rue Jean-Talon entre les boulevards Saint-Michel et Pie-IX, porter par l'association des commerçants et gens d'affaires du Petit Maghreb.</p> <p>Contribuer à la revitalisation de la rue Tillemont.</p> <p>Favoriser la reconnaissance de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) chez les PME du territoire. Mettre en valeur la RSE des entreprises clientes de la CDÉC et favoriser la RSE comme élément de promotion et marketing.</p>	<p>séances de travail. Des démarches sont aussi en cours afin de confier un mandat à un promoteur immobilier. Production en cours d'un document et d'un visuel promotionnel de la rue Jarry.</p> <p>Production d'un portrait de la Zone Beaumont mettant de l'avant les caractéristiques et les transformations des dernières années. Préparation d'une stratégie de revitalisation du secteur et de mobilisation des entreprises et propriétaire immobilier autour du redéploiement de la zone.</p> <p>Participation à 8 séances de travail. Mise en œuvre d'un plan de travail. Organisation de 2 activités publiques : Fête nationale et Souk, qui ont tous deux attiré plusieurs milliers de visiteurs. Obtention d'une subvention de 40 000 \$ dans le cadre du Programme Réussir à Montréal (PR@M) Commerce.</p> <p>Organisation de 1 rencontre préparatoire à la formation d'un comité de commerçants et de citoyens pour la revitalisation du secteur Tillemont et premier contact avec les commerçants de la rue pour la formation d'une association de commerçants.</p> <p>Animation d'une table d'acteurs locaux et de dirigeants d'entreprises engagés dans le développement durable et la promotion de la responsabilité sociale des entreprises. Tenue de 4 rencontres de travail. Développement d'un argumentaire sur les avantages de la responsabilité sociale pour les PME. Planification et préparation d'une conférence sur la RSE auprès des entreprises du territoire en vue de la formation d'un organisme ayant pour objectif de faire la promotion et d'offrir de la formation sur la RSE.</p>
Développement des capacités : émulation	des réalisations socio-économiques du territoire par les partenaires et	Organisation d'une tournée thématique annuelle de l'arrondissement.	Organisation d'une tournée le 26 octobre 2009.

reconnaissance	<p>décideurs locaux et régionaux.</p> <p>Promouvoir le rôle de la CDÉC comme partenaire dans le développement économique et le développement de l'emploi. Favoriser le partage électronique de l'information avec les partenaires du développement local.</p>	<p>Mise à jour continue du site Web de la CDÉC.</p> <p>Diffusion d'informations stratégiques auprès des acteurs locaux.</p> <p>Faire connaître l'impact de nos réalisations dans l'arrondissement.</p> <p>Diffuser en anglais les documents corporatifs (en vertu d'une subvention additionnelle de Développement économique Canada)</p>	<p>Mise à jour bi-hebdomadaire. Accueil de 82 000 visiteurs.</p> <p>Diffusion électronique de 17 capsules relatives aux événements et activités de nos partenaires.</p> <p>Diffusion électronique de 9 études à caractère stratégique. Diffusion d'un sommaire du rapport d'activité annuelle.</p> <p>Diffusion de 11 communiqués dans les journaux locaux.</p> <p>Traduction en anglais de la pochette corporative et diffusion des feuillets</p>
----------------	---	--	--

PARTIE 5
MANDAT EMPLOI-QUÉBEC

5.1 ACTIVITÉS ET RÉALISATIONS RELATIVES AUX MANDATS D'EMPLOI-QUÉBEC

	ACTIVITÉS	OBJECTIFS VISÉS	RÉSULTATS ATTEINTS
Développement, promotion et réalisation de projets d'initiatives locales en développement de l'employabilité	Agir à titre d'expert-conseil auprès de la table ad hoc de gestion du Budget d'initiatives locales.	<p>Promotion et information sur les orientations et des critères d'admissibilité. Offre de services conseils aux promoteurs dans la soumission de leurs projets.</p> <p>Évaluation des projets soumis et consultation avec le conseiller responsable au regroupement de la recevabilité des projets par rapport aux règles de conformité des mesures d'Emploi-Québec. Analyse et recommandations de projets soumises à la table ad hoc de concertation.</p>	<p>Lancement de l'édition 2010-2011 le 22 février 2010. Accompagnement de 10 promoteurs potentiellement intéressés à présenter un projet.</p> <p>Dans le cadre de l'édition 2009-2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ analyse et émission d'avis relatifs à 7 projets ✓ accompagnement de 2 promoteurs qui ont dû faire des modifications à leur projet BIL suite aux recommandations du Comité ✓ tenue de 6 réunions avec les conseillers responsables d'Emploi-Québec ✓ tenue de 4 réunions avec le comité d'approbation des projets BIL ✓ acceptation de 5 projets par la table ad hoc, pour un budget total de : 291 910\$ ✓ <ul style="list-style-type: none"> • Objectif Jeunesse. « Formation en Vente-conseil de produits de cosmétiques beauté » pour vingt participants peu scolarisés et possédant peu d'expérience de travail. Deux groupes de 10 participants. • Centre de formation de l'Alimentation et du commerce du Québec (CFACQ). « Métiers semi- spécialisés dans le secteur de l'alimentation » pour 12 personnes éloignées du marché du travail .Une formation de 16 semaines incluant un stage dans les métiers semi-spécialisés. • Communautaire « Inforoute vers l'emploi 2009-2010 » pour 40 personnes de 35 ans et plus, principalement immigrantes, ayant besoin d'acquérir des compétences en informatique avant de poursuivre une recherche d'emploi et d'intégrer le marché du travail. 5 groupes - 8 semaines chacun.

		<p>Soutien aux organismes dans la promotion et la réalisation de leurs activités, et aide au niveau des stratégies de recrutement des participants.</p> <p>Présentation à la table ad hoc de toute problématique existante ou anticipée, ainsi que des pistes de solutions appropriées pour la gestion du Budget d'initiatives locales. Présentation d'un bilan annuel sur la réalisation des activités et l'atteinte des résultats des projets du BIL.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Génération Emploi « Action Transition 2009-2010 » pour 32 personnes de 35 ans et plus issues des communautés ethnoculturelles et de minorités visibles en provenance du secteur manufacturier. 4 groupes de 8 participants (8 semaines par groupe). • Afrique en mouvement « Formation et apprentissage animation d'enfants » pour femmes immigrantes qui possèdent un français fonctionnel et qui ont peu ou pas d'expérience du marché du travail. 2 groupes de 10 participantes- 15 semaines par groupe. <p>N.B. : Afrique en mouvement s'est désisté en septembre suite à des problèmes de logistique interne.</p> <p>Soutien technique auprès des 5 projets acceptés.</p> <p>Suivi des projets financés par le comité en 2009-2010. Présentation d'une évaluation des résultats présentée au comité d'approbation des projets BIL</p> <p>Sur un total de 104 participants prévus pour les 4 projets qui ont fonctionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 40 participants n'ont pas encore terminé: • 64 ont terminé avec les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none"> - 22 sont en emploi - 16 sont en recherche d'emploi - 8 ont abandonné le projet - 11 ont fait un retour aux études - 6 ne sont pas rejoints - 1 fait des démarches auprès d'un orienteur. <p>75% de la clientèle provenait du Regroupement Centre-Nord (Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, Ahuntsic – Cartierville, Rosemont – Petite-Patrie.)</p>
--	--	---	---

ANNEXE 1

**COMPOSITION ET CARACTÉRISTIQUES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 31 MARS 2010**

DONNÉES NOMINATIVES, NE PAS DIFFUSER

ADMINISTRATEUR	ORGANISME, INSTITUTION, ENTREPRISE	FONCTION	COLLÈGE	ÉCHÉANCE	SEXE	IMMIGRANTS	< 35 ANS
Marcelle Bastien	Centre communautaire de loisirs Lajeunesse		Communautaire et économie sociale	2010	F		
Louis Bénard	Arrondissement		Municipal	2010	M		
Priscilla Bittard	Conseil central du Montréal Métropolitain		Milieu syndical	2011	F	x	
Pierre Brassard	Journal Le Monde		Communautaire et économie sociale	2011	M		
Claude Bricault	Journal de Saint-Michel		Affaires et institutions financières	2011	M		
Perry Calce	Organisation des Jeunes de Parc-Extension		Communautaire et économie sociale	2010	M	x	
Andrea De Oliveira	CDÉC Centre-Nord		Employés non-cadre	2011	F	x	X
Elisabeth Dembil	Carrefour de liaison et d'aide multiethnique		Organismes ethnoculturels	2010	F	x	
Robert Dion	Dynamo Théâtre		Organismes culturels	2010	M		
Andres Fontecilla	Conseil communautaire solidarités Villeray		Communautaire et économie sociale	2011	M	x	
Mario Gagnon	CSSS Saint-Michel – Saint-Léonard		Institutions de santé	2011	M		
Charles Gibbs	Centre Sainte-Croix		Éducation	2010	M		
Christian Houle	Fédération des travailleurs du Québec	Vice-président	Milieu syndical	2010	M		
Mario Lapointe	Résident, Villeray	Trésorier	Résidents	2010	M		
Serge Laverdière	Résident, Saint-Michel	Président	Résidents	2011	M		
Clémence Legros	CL Communications		Affaires et institutions financières	2010	F		
Yves Lévesque	Vivre Saint-Michel en santé		Communautaire et économie sociale	2010	M		
Soraya Martinez	Arrondissement		Municipal	2010	F	x	
Nelson Ossé	Corporation de gestion des loisirs du Parc		Communautaire et économie sociale	2011	M	x	x
Martine Paulet	VIA Gestion	Secrétaire	Affaires et institutions financières	2011	F	x	
Nizam Uddin	Résident, Parc-Extension		Résidents	2010	M	x	

Membres non-votants

Anna Castanha, directrice, Regroupement Centre-Nord, Emploi-Québec

Emmanuel Dubourg, député, Assemblée nationale du Québec

Gerry Sklavounos, député, Assemblée nationale du Québec

Denis Sirois, directeur général, CDÉC Centre-Nord

ANNEXE 2

**COMPOSITION ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉQUIPE
AU 31 MARS 2010**

NOM	TITRE	PRINCIPALES RESPONSABILITÉS
Sonia Arseneault	Agente de développement de la main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Services conseils aux entreprises recrutrices. ✓ Concertation des organismes en employabilité;
Lyne Beauvillers (à compter du 2 novembre 2009)	Agent de développement de l'entrepreneurship collectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation des organismes et entreprises d'économie sociale; ✓ Appui au démarrage et à la consolidation de projets et d'entreprises d'économie sociale; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Andreia de Oliveira	Secrétaire-réceptionniste	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Soutien clérical; ✓ Accueil des clients.
Myriam Dery	Agente de développement de l'entrepreneurship collectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation des organismes et entreprises d'économie sociale; ✓ Appui au démarrage et à la consolidation de projets et d'entreprises d'économie sociale; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Jacques Desjardins (de septembre au 7 octobre 2009)	Agent de développement de l'entrepreneurship collectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation des organismes et entreprises d'économie sociale; ✓ Appui au démarrage et à la consolidation de projets et d'entreprises d'économie sociale; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Fanny Diasso (depuis le 5 octobre 2009)	Agente de développement de la main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Services conseils aux entreprises recrutrices. ✓ Projet avec les CSSS du territoire
Jérôme Gagné (jusqu'au 18 septembre 2009)	Agent de développement de l'entrepreneurship collectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation des organismes et entreprises d'économie sociale; ✓ Appui au démarrage et à la consolidation de projets et d'entreprises d'économie sociale; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Laurence Hénaff (depuis le 13 octobre 2009)	Conseillère en gestion	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui au démarrage et à la consolidation d'entreprises privées; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Madeleine Houle	Agente de développement de la main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Services conseils aux entreprises recrutrices. ✓ Gestion du budget d'initiatives locales.
Jean-François Jetté (depuis le 13 octobre 2009)	Conseiller en gestion	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui au démarrage et à la consolidation d'entreprises privées; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Charles Morisset	Agent de développement économique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui à la concertation et à la mobilisation des acteurs socio-économiques locaux; ✓ Organisation d'activités d'information, de sensibilisation et de réseautage.
Jonathan Palardy	Agent de développement économique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui à la concertation et à la mobilisation des acteurs socio-économiques locaux; ✓ Organisation d'activités d'information, de sensibilisation et de réseautage.
Denyse Piché	Adjointe administrative	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation des tâches administratives.
Nathalie Prémont	Agente de développement économique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui à la concertation et à la mobilisation des acteurs socio-économiques locaux; ✓ Organisation d'activités d'information, de sensibilisation et de réseautage.
Stéphanie Ramdé (depuis le 5 octobre 2009)	Agent de développement de l'entrepreneurship collectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation des organismes et entreprises d'économie sociale; ✓ Appui au démarrage et à la consolidation de projets et d'entreprises d'économie sociale; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Estelle Robitaille	Conseillère en gestion	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui au démarrage et à la consolidation d'entreprises privées; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Marie-Claude Simard	Conseillère en gestion	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui au démarrage et à la consolidation d'entreprises privées; ✓ Services conseils et recherche de financement.

Denis Sirois	Directeur général	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion des ressources humaines, financières et matérielles; ✓ Direction des affaires courantes et des projets de développement; ✓ Participation à la concertation locale et montréalaise.
Thierry Thomas (jusqu'au 24 juillet 2009)	Agent de développement de l'entrepreneurship collectif	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concertation des organismes et entreprises d'économie sociale; ✓ Appui au démarrage et à la consolidation de projets et d'entreprises d'économie sociale; ✓ Services conseils et recherche de financement.
Katya Vanbeselaere	Agente de communication	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation du plan de communication; ✓ Participation à la concertation locale.
Nathalie Villemure (jusqu'au 9 octobre 2009)	Conseillère en gestion	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui au démarrage et à la consolidation d'entreprises privées; ✓ Services conseils et recherche de financement.

ANNEXE 3 :
PARTENARIATS DE LA CDÉC CENTRE-NORD

PARTENAIRES FINANCIERS

Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension
Caisse Desjardins Cité-du-Nord
Caisse Desjardins Papineau/Jean-Talon
Développement économique Canada
Emploi-Québec
Ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'Organisation du Territoire
SOLIDEQ
Ville de Montréal

PARTENAIRES DANS L'ACTION

Banque de développement du Canada (BDC)
Caisse d'économie solidaire
Carrefour jeunesse emploi (CJE) Centre-Nord
Centre de santé et de services sociaux (CSSS) Cœur-de-l'île
Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Montagne
Centre de santé et de services sociaux (CSSS) Saint-Michel – Saint-Léonard
Centre financier aux entreprises Desjardins
Chambre de commerce et d'industrie de l'Est de l'Île de Montréal (CCIEIM)*
Chantier de l'économie sociale
Coalition Quartiers culturels montréalais
Collectif Quartiers*
Concertation femmes de Parc-Extension
Concertation régionale pour l'accès à l'emploi des personnes sourdes
Conférence régionale des élus
Conseil de développement culturel de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension (CDCVSP)*
Convercité
Coopérative de développement régional (CDR) Montréal – Laval
Coopérative de santé Villeray*
Coopérative de solidarité Jarry*

Coopérative de solidarité Jarry/2^e*
Culture Montréal
Fiducie du Chantier de l'économie sociale
Filaction
Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM)*
Groupe d'action en santé mentale de Villeray
Institut du Nouveau Monde (INM)
Inter-CDÉC de Montréal*
Investissement Québec
Ministère du développement économique, de l'industrie et de l'exportation du Québec
Montréal International
Mutuelle de formation Forma PME
Novaide*
OSER Jarry!*
Parc-Extension quartier en santé (PEQS)*
Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherche du Canada
Projet entrepreneuriat Montréal (PEM)
Regroupement de développement de Villeray (RDV)*
Regroupement des CDÉC du Québec*
Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE)
Réseau canadien de technologie (RCT)
Réseau québécois des coopérants et coopérantes du travail (RQCT)
Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)
Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) Montréal-Métro
Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO)
Société locale d'investissement et de développement de l'emploi (SOLIDE)*
Table de concertation et d'action en employabilité de Centre-Nord
Table des partenaires socio-économiques de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension et Ahuntsic—Cartierville
Vivre Saint-Michel en santé (VSMS)*

* : membre du conseil d'administration ou de la régie interne